

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST  
Capital Variable de 191.453.580 euros au 31/12/2020  
Sieg e so cial : 1 rue Pierre d e Truchis d e Lays, 69410 Ch ampagne au Mo nt d'Or  
N° Siren : 399 973 825. — Code Ape : 6419 Z  
Établissement de crédit agréé en qualité de banque mutualiste ou coopérative :  
— Activité bancaire et financière  
— Courtage en assurance.

A- COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2024

1 - BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024  
(En milliers d’euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES</b>		<b>1 149 404</b>	<b>1 029 889</b>
Caisse, banques centrales		140 101	129 203
Effets publics et valeurs assimilées	5	778 388	721 825
Créances sur les établissements de crédit	3	230 915	178 861
<b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>	<b>3</b>	<b>3 524 594</b>	<b>4 099 979</b>
<b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>	<b>4</b>	<b>29 552 867</b>	<b>29 682 554</b>
<b>OPÉRATIONS SUR TITRES</b>		<b>1 762 951</b>	<b>1 150 584</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	773 544	652 680
Actions et autres titres à revenu variable	5	989 407	497 904
<b>VALEURS IMMOBILISÉES</b>		<b>3 902 637</b>	<b>3 697 482</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	2 540 011	2 518 727
Parts dans les entreprises liées	6-7	1 150 705	951 931
Immobilisations incorporelles	7	3 688	10 229
Immobilisations corporelles	7	208 233	216 595
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSÉ</b>			
<b>ACTIONS PROPRES</b>			
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>		<b>502 011</b>	<b>557 173</b>
Autres actifs	8	309 055	301 220
Comptes de régularisation	8	192 956	255 953
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>40 394 464</b>	<b>40 217 661</b>

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
--------	-------	------------	------------

<b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES</b>		<b>128 982</b>	<b>229 870</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	128 982	229 870
<b>OPÉRATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE</b>	10	<b>20 705 051</b>	<b>20 872 930</b>
<b>COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE</b>	11	<b>11 927 654</b>	<b>11 704 204</b>
<b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>	12	<b>4 392</b>	<b>4 532</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>		<b>811 686</b>	<b>852 224</b>
Autres passifs	13	469 883	517 307
Comptes de régularisation	13	341 803	334 917
<b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNÉES</b>		<b>678 439</b>	<b>664 499</b>
Provisions	14-15-16	269 507	247 308
Dettes subordonnées	17	408 932	417 191
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)</b>		<b>214 196</b>	<b>217 486</b>
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	18	<b>5 924 064</b>	<b>5 671 916</b>
Capital souscrit		191 454	191 454
Primes d'émission		352 243	352 243
Réserves		5 103 646	4 871 152
Écarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement		293	290
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		276 428	256 777
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>40 394 464</b>	<b>40 217 661</b>

Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>		<b>3 251 105</b>	<b>3 703 479</b>
Engagements de financement	24	2 393 549	2 712 415

Engagements de garantie	24	852 199	985 225
Engagements sur titres	24	5 357	5 839
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>		<b>12 529 857</b>	<b>12 560 467</b>
Engagements de financement	24	41 575	22 280
Engagements de garantie	24	12 482 925	12 532 348
Engagements sur titres	24	5 357	5 839

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 24 et 25.

**2 - COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024**

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	26	982 405	915 799
Intérêts et charges assimilés	26	- 718 297	- 646 960
Revenus des titres à revenu variable	27	181 281	147 543
Commissions (Produits)	28	418 215	401 371
Commissions (Charges)	28	- 92 858	- 87 517
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	29	3 355	4 768
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	30	10 471	10 357
Autres produits d'exploitation bancaire	31	4 453	15 429
Autres charges d'exploitation bancaire	31	- 1 478	- 1 064
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>787 547</b>	<b>759 726</b>
Charges générales d'exploitation	32	- 395 660	- 387 854
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 22 376	- 19 299
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>369 511</b>	<b>352 573</b>
Coût du risque	33	- 54 970	- 56 460
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>314 541</b>	<b>296 113</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	34	1 950	7 398
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>		<b>316 491</b>	<b>303 511</b>
Résultat exceptionnel	35	501	2 000
Impôts sur les bénéfices	36	- 43 847	- 48 724
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		3 283	-10
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>276 428</b>	<b>256 777</b>

**3 - NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX****Note 1 - CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE****Cadre juridique et financier**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, 127 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Relations internes au Crédit Agricole**

#### **Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

##### **-Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

##### **-Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, livret épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

##### **-Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition. Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

#### **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

#### **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

#### **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

#### **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD 2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » ("extended SPE") qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 [1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers. L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Évènements significatifs relatifs à l'exercice 2024

FCT Crédit Agricole Habitat 2024

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été réalisée au sein du Groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opérations s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61 %) et établissements de crédit (39 %)) pour un montant de 750 millions d'euros.

- (1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.
- (2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.

Évènements postérieurs à l'exercice 2024

Crédit Agricole Centre-est n'a pas eu d'évènement intervenant entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes.

Note 2 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de Crédit Agricole Centre-est sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du Groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole Centre-est est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-02 du 5 juillet 2024 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-03 du 6 septembre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2017-02 du 5 juillet 2017 aux comptes annuels et consolidés du groupe Action Logement	01/01/2024



Règlement ANC N° 2024-01 du 5 avril 2024 modifiant le règlement ANC N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif immobilier	Opérations à compter du 24/12/2024
Règlement ANC N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023
Règlement ANC N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif immobilier	01/10/2023
Règlement ANC N° 2022-03 modifiant le règlement ANC N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023

### Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du Groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

### Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole Centre-est constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

### La notion de perte de crédit attendue "Expected Credit Loss" ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

### Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole Centre-est ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives ("Forward Looking") sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

-Au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;

-Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole Centre-est applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et / ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

### **Dégradation significative du risque de crédit**

Crédit Agricole Centre-est apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

-Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

-Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et / ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

#### **-Critère relatif**

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3 %.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3 %, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

#### **-Critère absolu**

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

-Le type d'encours ;

-La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;

-Le type de garantie ;

-La date de comptabilisation initiale ;

-La durée à courir jusqu'à l'échéance ;

-Le secteur d'activité ;

-L'emplacement géographique de l'emprunteur ;

-La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;

-Le circuit de distribution, l'objet du financement...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

**Créances douteuses**

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

-Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

-L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

-Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;

-Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;

-L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;

-La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;

-La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;

-L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole Centre-est distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

**Créances douteuses non compromises :**

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

**Créances douteuses compromises :**

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

**Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux**

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole Centre-est par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

**Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole Centre-est le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

### **Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### **Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

### **Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

### **Actions et autres titres à revenu variable**

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

-S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole Centre-est dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

-S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

### **Titres d'investissement**

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole Centre-est dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

### **Titres de l'activité de portefeuille**

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Crédit Agricole Centre-est satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### **Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme**

-Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

-Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

-Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins - values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

-Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

-Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole Centre-est détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole Centre-est utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Dates d'enregistrement**

Crédit Agricole Centre-est enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

### **Reclassement de titres**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

-Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,

-Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole Centre-est n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

### **Immobilisations**

Crédit Agricole Centre-est applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

À l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole Centre-est, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	40 ans
Second œuvre	25 ans
Installations techniques	8 à 25 ans
Agencements	5 à 30 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 7 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole Centre-est sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

#### **Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».



Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole Centre-est applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

### **Provisions**

Crédit Agricole Centre-est applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole Centre-est a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.

- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Épargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

### **Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole Centre-est à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Crédit Agricole Centre-est a continué de développer ses activités au service du territoire dans un contexte économique mouvant. Dans ce contexte, pour faire face aux potentiels impacts significatifs à venir sur les économies et sur les acteurs majeurs qui y opèrent, le stock de provision FRBG a enregistré une reprise de 3 290 milliers d'euros à 2 141 96 milliers d'euros.

### **Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

#### **-Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

#### **-Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

#### **-Risque de contrepartie sur les dérivés**

Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole Centre-est intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. À ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole Centre-est.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indicels ;
- En l'absence de CDS nominatifs sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

#### **Opérations en devises**

À chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêt.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

À chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole Centre-est a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

#### **Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole Centre-est.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

#### **Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord 19 mai 2022.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

#### **Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

##### **-Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

Crédit Agricole Centre-est a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel;

- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole Centre-est provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, Crédit Agricole Centre-est applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2024, Crédit Agricole Centre-est maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

Crédit Agricole Centre-est a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole Centre-est a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,

- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

##### **-Plans de retraite – régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole Centre-est n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### **Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole Centre-est.

#### **Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole Centre-est a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, Crédit Agricole Centre-est constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Par ailleurs, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est tête du sous-groupe fiscal composé de : Prestimmo, Interimob, SEPI SNC, Compagnie Foncière Lyonnaise, Crédit Agricole Centre-est Développement Immobilier, Wiggins France, Crédit Agricole Centre-est Immobilier, Crédit Agricole Création, Crédit Agricole Investissements Stratégiques Centre-est, Crédit Agricole Centre-est Capital investissement, SAS Campus CACE II, Terralumia, CACE Energies Nouvelles et Presthoger.

### Note 3 - CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023		
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts								
à vue	96 075				96 075	696	96 771	105 133
à terme	4 631	1 212	3 383	124 430	133 656	98	133 754	73 338
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés				390	390		390	390
<b>Total</b>	<b>100 706</b>	<b>1 212</b>	<b>3 383</b>	<b>124 820</b>	<b>230 121</b>	<b>794</b>	<b>230 915</b>	<b>178 861</b>
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>230 915</b>	<b>178 861</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	454 324				454 324	1 916	456 240	1 502 020
Comptes et avances à terme	99 654	180 609	2 495 170	278 606	3 054 039	14 315	3 068 354	2 597 959
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>553 978</b>	<b>180 609</b>	<b>2 495 170</b>	<b>278 606</b>	<b>3 508 363</b>	<b>16 231</b>	<b>3 524 594</b>	<b>4 099 979</b>
Dépréciations							-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>3 524 594</b>	<b>4 099 979</b>
<b>TOTAL</b>							<b>3 755 509</b>	<b>4 278 840</b>

Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 390 milliers d'euros. Parmi les créances sur les établissements de crédit aucune n'est éligible au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

#### Note 4 - OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

##### Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	8 340	226			8 566		8 566	18 995
Autres concours à la clientèle	1 186 623	2 526 762	9 737 244	16 122 751	29 573 380	97 978	29 671 358	29 746 273
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	194 820				194 820	2 566	197 386	227 979
Dépréciations							- 324 443	- 310 693
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>29 552 867</b>	<b>29 682 554</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 657 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 2 038 167 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2024 contre 3 267 931 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 114 006 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 100 301 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

##### Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	17 414 555	243 436	36 692	- 87 651	- 25 959	17 567 811	220 303	35 576	- 85 984	- 25 795
Agriculteurs	1 769 762	47 855	20 050	- 29 283	- 18 477	1 762 313	42 304	21 643	- 30 392	- 20 018
Autres professionnels	3 286 893	162 816	31 442	- 71 109	- 27 264	3 412 349	143 763	24 758	- 67 668	- 21 568
Clientèle financière	1 047 131	42 077	15 558	- 25 634	- 13 308	943 606	26 868	9 015	- 14 535	- 7 354
Entreprises	5 465 790	246 810	55 772	- 108 187	- 47 920	5 296 928	307 804	47 144	- 109 405	- 42 665
Collectivités publiques	803 999	-	-	-	-	917 585	-	-	-	-
Autres agents économiques	89 180	3 324	60	- 2 580	- 60	92 654	3 406	1 159	- 2 708	- 1 007
<b>TOTAL</b>	<b>29 877 310</b>	<b>746 318</b>	<b>159 574</b>	<b>- 324 444</b>	<b>- 132 988</b>	<b>29 993 246</b>	<b>744 448</b>	<b>139 295</b>	<b>- 310 692</b>	<b>- 118 407</b>

Note 5 - TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				772 611	772 611	716 640
dont surcote restant à amortir				33 831	33 831	12 246
dont décote restant à amortir				- 17 109	- 17 109	- 18 815
Créances rattachées				5 777	5 777	5 185
Dépréciations						
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>778 388</b>	<b>778 388</b>	<b>721 825</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (1)						
Émis par organismes publics				353 699	353 699	296 009
Autres émetteurs		5 238		408 868	414 106	351 731
dont surcote restant à amortir				6 109	6 109	7 227
dont décote restant à amortir				- 16 102	- 16 102	- 15 239
Créances rattachées		143		5 781	5 924	4 973
Dépréciations		-185			- 185	-33
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>5 196</b>		<b>768 348</b>	<b>773 544</b>	<b>652 680</b>
Actions et autres titres à revenu variable		843 484	150 528		994 012	500 096
Créances rattachées						
Dépréciations			- 4 605		- 4 605	- 2 192
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>843 484</b>	<b>145 923</b>		<b>989 407</b>	<b>497 904</b>
<b>TOTAL</b>		<b>848 680</b>	<b>145 923</b>	<b>1 546 736</b>	<b>2 541 339</b>	<b>1 872 409</b>
Valeurs estimatives		881 547	172 627	1 474 494	2 528 668	1 857 969

(1) dont 17 579 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024 et 11 779 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Transferts de titres en cours d'exercice

Crédit Agricole Centre-est n'a procédé à aucun transfert de titres entre les différentes catégories au cours de l'exercice 2024.

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07 est nul.

Valeurs estimatives

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 33 010 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 22 155 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuilles s'élève à 26 704 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 23 617 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 8 298 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 14 430 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à - 68 981 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre - 64 483 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------

Administration et banques centrales (y compris États)	335 699	288 009
Établissement de crédit	270 672	233 779
Clientèle financière	1 041 370	516 851
Collectivités locales	18 000	8 000
Entreprises, assurances et autres clientèles	96 075	101 195
Divers et non ventilés		
<b>Total en principal</b>	<b>1 761 816</b>	<b>1 147 834</b>
Créances rattachées	5 925	4 975
Dépréciations	- 4 790	- 2 225
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 762 951</b>	<b>1 150 584</b>

Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	767 804	772 611	994 012	2 534 427	647 740	716 640	500 096	1 864 476
dont titres cotés	745 138	772 611		1 517 749	626 787	716 640		1 343 427
dont titres non cotés (1)	22 666		994 012	1 016 678	20 953		500 096	521 049
Créances rattachées	5 925	5 777		11 702	4 973	5 185		10 158
Dépréciations	-185		- 4 605	- 4 790	-33		- 2 192	- 2 225
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>773 544</b>	<b>778 388</b>	<b>989 407</b>	<b>2 541 339</b>	<b>652 680</b>	<b>721 825</b>	<b>497 904</b>	<b>1 872 409</b>

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :  
-OPC français 988 907 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 973 718 milliers d'euros).  
-OPC étrangers 500 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 500 milliers d'euros).  
Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 994 012 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 1 049 120 m illiers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires		
OPC obligataires	500 037	500 571
OPC actions		
OPC autres	489 370	548 550
<b>TOTAL</b>	<b>989 407</b>	<b>1 049 121</b>

Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total

Obligations et autres titres à revenu fixe	12 306	191 531	264 078	299 889	767 804	5 925	773 729	652 713
Valeur Brute							- 185	- 33
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>12 306</b>	<b>191 531</b>	<b>264 078</b>	<b>299 889</b>	<b>767 804</b>	<b>5 925</b>	<b>773 544</b>	<b>652 680</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute	11 958		419 646	341 007	772 611	5 777	778 388	721 825
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>11 958</b>		<b>419 646</b>	<b>341 007</b>	<b>772 611</b>	<b>5 777</b>	<b>778 388</b>	<b>721 825</b>

Note 6 - TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2024.

INFORMATIONS FINANCIÈRES FILIALES ET PARTICIPATIONS	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentag e)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montan t des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés parla société au cours de l'exercice
					Brutes	Nettes					
					Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de Crédit Agricole Centre-est (1 915 K€) Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit						
SA /CA NEXT BANK	CHF	308 764	134 573	18,3 %	49 034	49 034	0	0	100 866	11 865	3 505
	EUR	333 438	145 327	18,3 %	52 098	52 098	0	0	108 927	12 813	3 785
Participations dans des établissements de crédit : Autres parts dans les entreprises liées											
SASU/TERRALUMIA (SASU CAMPUS CACE I)	EUR	49 050	- 156	100,0 %	49 050	48 894	0	0	1 846 (CA)	- 125	8 545,52
SNC /SNC MYRTE - KNL	EUR	1 000	985	99,9 %	1 998	1 998	0	0	0	- 15	
SASU /CACECI - CACE CAPITAL INVESTISSEMENT	EUR	96 521	78 999	100,0 %	232 138	232 138	0	0	0	9 413	
SAS /CACE IMMOBILIER	EUR	9 000	11 011	100,0 %	19 000	19 000	0	0	11 207 (CA)	877	
SARL/ CACEDI - CA CENTRE EST DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER	EUR	507 612	55 643	100,0 %	651 339	651 339	0	0	18 244	18 157	
SAS /CAISCE - CA INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES CENTRE-EST	EUR	33 050	29 894	100,0 %	100 050	100 050	0	0	4 176	27 979	
SASU / CACE'EN - CA CENTRE-EST ÉNERGIES NOUVELLES	EUR	20 050	767	100,0 %	45 050	45 050	0	0	647	406	
Autres titres de participations											
SAS /RUE LA BOËTIE	EUR	3 073 326	18 515 724	5,4 %	1 220 463	1 220 463	0	0	1 917 191 (CA)	1 895 511	1 913 132
SAS /SACAM MUTUALISATION	EUR	18 556 677	11 702	5,7 %	1 064 145	1 064 145	0	0	264 603 (CA)	626 902	55 460
SAS /SACAM AVENIR	EUR	277 623	- 199	5,2 %	19 634	14 459	0	0	0	- 49	
SAS /SACAM DÉVELOPPEMENT	EUR	725 471	111 282	5,7 %	41 799	41 799	19 548	0	56 054 (CA)	72 131	
SAS /SACAM INTERNATIONAL	EUR	469 221	106 620	5,4 %	48 789	38 088	0	0	25 852 (CA)	90 492	
SA /SACAM PARTICIPATIONS	EUR	62 558	24 938	3,9 %	2 831	2 831	0	0	3 477 (CA)	2 749	2 091
SAS /SIPAREX ASSOCIÉS	EUR	75 592	109 003	7,4 %	13 293	13 293	0	0	183 (CA)	9 704	2 970
SAS / C2MS	EUR	53 053	13 035	5,8 %	2 907	2 907	0	0	3 190	2 996	2 684
SAS / CARD-CA RÉGIONS DÉVELOPPEMENT	EUR	214 706	153 482	1,5 %	3 996	3 996	0	0	15 137	16 963	4 469
SA /DELTA	EUR	79 550	- 1 823	4,6 %	3 694	3 694	0	0	0	- 34	
SAS /SACAM IMMOBILIER	EUR	173 273	14 514	4,3 %	7 730	7 730	0	0	4 597	4 447	
SAS /SACAM FIRECA	EUR	69 334	- 16 385	4,9 %	4 875	2 585	0	0	0	- 4 586	
SAS /CAC PME	EUR	52 665	21 313	30,2 %	16 698	16 698	0	0	2 397	12 548	1 813
SAS /CAC PME 2	EUR	100 000	- 1 961	26,0 %	26 000	26 000	0	0	682	85	1 813
SAS /SACAM NEOPRO	EUR	45 169	- 24	4,7 %	2 109	2 105	0	0	0	- 15	
SAS /CAIT - CA INNOVATIONS ET TERRITOIRES	EUR	53 136	- 11 182	4,3 %	2 462	2 153	0	0	2 027	- 7 187	



SAS/ CA TRANSITIONS A	EUR	154 080	- 181	1,3 %	2 000	2 000	0	0	1 396	- 4 399	
SAS /GRANDS CRUS INVESTISSEMENT	EUR	44 993	30 151	2,4 %	2 000	2 000	0	0	3 131	- 957	
SAS/ SACAM TRANSITION ÉNERGIE	EUR	50	- 8	4,6 %	18 518	18 518	0	0	0	0	0
SAS/ DOXIO	EUR	661	38 087	2,5 %	2 225	2 225	0	0	60 346 (CA)	- 4 196	
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1 % du capital de de Crédit Agricole Centre-est											
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit	EUR	Néant									
Participations dans des établissements de crédit											
Autres parts dans les entreprises liées											
Autres titres de participations					40 571	38 266	1 246				
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS					3 697 462	3 676 522	20 794	0			
Année des données utilisées		2 023	2 023	2 024	2 024	2 024	2 024		2 023	2 023	2 023

Valeur estimative des titres de participation

(En milliers d’euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	1 151 192	1 385 626	901 192	1 192 591
Titres cotés				
Avances consolidables			47 000	47 000
Créances rattachées			4 000	4 000
Dépréciations	- 487		- 261	

<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 150 705</b>	<b>1 385 626</b>	<b>951 931</b>	<b>1 243 591</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	2 513 391	3 940 302	2 443 667	3 655 537
Titres cotés				
Avances consolidables	19 694	19 694	73 508	73 508
Créances rattachées	280	280	642	641
Dépréciations	- 20 107		-25 094	
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>2 513 258</b>	<b>3 960 276</b>	<b>2 492 723</b>	<b>3 729 686</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	27 099	28 398	26 046	28 206
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	- 346		- 42	
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>26 753</b>	<b>28 398</b>	<b>26 004</b>	<b>28 206</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>2 540 011</b>	<b>3 988 674</b>	<b>2 518 727</b>	<b>3 757 892</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>3 690 716</b>	<b>5 374 300</b>	<b>3 470 658</b>	<b>5 001 483</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	3 691 681		3 370 904	
Titres cotés				
<b>TOTAL</b>	<b>3 691 681</b>		<b>3 370 904</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

## Note 7 - VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

### Immobilisations financières

(En milliers d'euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements <sup>(1)</sup>	31/12/2024
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	901 192	250 000			1 151 192
Avances consolidables	47 000	28 000	- 75 000		
Créances rattachées	4 000	39 452	- 43 452		
Dépréciations	- 261	- 258	32		- 487
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>951 931</b>	<b>317 194</b>	<b>-118 420</b>		<b>1 150 705</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
Titres de participation					
Valeurs brutes	2 443 667	72 323	- 2 599		2 513 391

Avances consolidables	73 508		- 53 815		19 693
Créances rattachées	642	4 052	-4 052	- 361	281
Dépréciations	- 25 094	- 298	5 285		- 20 107
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>2 492 723</b>	<b>76 077</b>	<b>- 55 181</b>	<b>- 361</b>	<b>2 513 258</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	26 046	1 065	-12		27 099
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	- 42	- 304			- 346
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>26 004</b>	<b>761</b>	<b>-12</b>		<b>26 753</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>2 518 727</b>	<b>76 838</b>	<b>- 55 193</b>	<b>- 361</b>	<b>2 540 011</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 470 658</b>	<b>394 032</b>	<b>- 173 613</b>	<b>- 361</b>	<b>3 690 716</b>

(1) La rubrique « Autres mouvements » présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

#### Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements <sup>a</sup>	31/12/2024
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	446 745	15 673	- 12 106	2 034	452 346
Amortissements et dépréciations	- 230 150	- 22 523	8 560		- 244 113
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>216 595</b>	<b>- 6 850</b>	<b>- 3 546</b>	<b>2 034</b>	<b>208 233</b>
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	14 451	31	- 7 100	- 2 034	5 348
Amortissements et dépréciations	- 4 222	-91	2 653	-	- 1 660
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					

<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>10 229</b>	<b>- 60</b>	<b>- 4 447</b>	<b>- 2 034</b>	<b>3 688</b>
<b>TOTAL</b>	<b>226 824</b>	<b>- 6 910</b>	<b>-7 993</b>		<b>211 921</b>

(1) La rubrique « Autres mouvements » présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles :

La valeur brute des immobilisations incorporelles présente une diminution de 7 100 milliers d'euros en partie liée à une dépréciation des valeurs de nos droits au bail (3 754 milliers d'euros), dans un contexte d'incertitude économique. Une autre partie des valeurs de nos droits au bail, s'élevant à 2 034 milliers d'euros, a été transférée en immobilisations incorporelles (rubrique « Autres mouvements »).

**Note 8 - COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs : <sup>(1)</sup></b>		
Instruments conditionnels achetés	822	506
Comptes de stock et emplois divers	406	743
Débiteurs divers <sup>(2)</sup>	304 898	299 876
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	2 929	95
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>309 055</b>	<b>301 220</b>
<b>Comptes de régularisation :</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	45 698	93 287
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	1 973	733
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	3 199	2 866
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	18 601	26 166
Autres produits à recevoir	120 549	131 001
Charges à répartir		

Autres comptes de régularisation	2 936	1 900
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>192 956</b>	<b>255 953</b>
<b>TOTAL</b>	<b>502 011</b>	<b>557 173</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 7 393 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 7 289 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 0 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 32 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 7 393 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 7 289 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

#### Note 9 - DÉPRÉCIATIONS INSCRITES EN DÉDUCTION DE L'ACTIF

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	310 693	169 659	- 150 807	- 5 102		324 443
Sur opérations sur titres	2 225	2 851	-286			4 790
Sur valeurs immobilisées	25 636	860	- 5 555			20 941
Sur autres actifs	777	36	- 16			797
<b>TOTAL</b>	<b>339 331</b>	<b>173 406</b>	<b>- 156 664</b>	<b>- 5 102</b>		<b>350 971</b>

#### Note 10 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et emprunts :								

à vue	3 619				3 619	16	3 635	28 435
à terme				124 820	124 820	527	125 347	75 052
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								126 383
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>3 619</b>			<b>124 820</b>	<b>128 439</b>	<b>543</b>	<b>128 982</b>	<b>229 870</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	11 371				11 371		11 371	11 774
Comptes et avances à terme	1 529 976	3 481 449	9 129 938	6 481 093	20 622 456	71 224	20 693 680	20 861 156
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>1 541 347</b>	<b>3 481 449</b>	<b>9 129 938</b>	<b>6 481 093</b>	<b>20 633 827</b>	<b>71 224</b>	<b>20 705 051</b>	<b>20 872 930</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 544 966</b>	<b>3 481 449</b>	<b>9 129 938</b>	<b>6 605 913</b>	<b>20 762 266</b>	<b>71 767</b>	<b>20 834 033</b>	<b>21 102 800</b>

Opérations internes au Crédit Agricole : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

#### Note 11 - COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

##### Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	9 212 093				9 212 093	313	9 212 406	9 645 654
Comptes d'épargne à régime spécial	120 711				120 711		120 711	127 859
à vue	120 711				120 711		120 711	127 859
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	761 052	815 359	974 313	486	2 551 210	43 327	2 594 537	1 930 691
à vue	21 550				21 550		21 550	77 215
à terme	739 502	815 359	974 313	486	2 529 660	43 327	2 572 987	1 853 476
Valeurs données en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>10 093 856</b>	<b>815 359</b>	<b>974 313</b>	<b>486</b>	<b>11 884 014</b>	<b>43 640</b>	<b>11 927 654</b>	<b>11 704 204</b>

##### Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	6 284 635	6 146 924
Agriculteurs	614 381	661 341
Autres professionnels	779 916	753 770
Clientèle financière	549 633	479 748

Entreprises	3 351 886	3 369 638
Collectivités publiques	16 802	13 103
Autres agents économiques	286 761	267 793
<b>Total en principal</b>	<b>11 884 014</b>	<b>11 692 317</b>
Dettes rattachées	43 640	11 887
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>11 927 654</b>	<b>11 704 204</b>

**Note 12 - DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE****Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables <sup>(1)</sup>		1 350	3 000		4 350	42	4 392	4 532
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>1 350</b>	<b>3 000</b>		<b>4 350</b>	<b>42</b>	<b>4 392</b>	<b>4 532</b>

(1) dont aucune émission à l'étranger.

**Note 13 - COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres passifs <sup>(1)</sup></b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	822	506
Comptes de règlement et de négociation	19	
Créditeurs divers	322 015	420 582
Versements restant à effectuer sur titres	147 027	96 219
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>469 883</b>	<b>517 307</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	53 536	32 158
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	1 789	515
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	178 607	158 727
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	10 767	11 319
Autres charges à payer	92 778	127 292
Autres comptes de régularisation	4 326	4 906
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>341 803</b>	<b>334 917</b>
<b>TOTAL</b>	<b>811 686</b>	<b>852 224</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

**Note 14 - PROVISIONS**

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	714	214		- 714		214

Provisions pour autres engagements sociaux	1 700	75		- 60	1 715
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	37 336	71 512		- 72 353	36 495
Provisions pour litiges fiscaux <sup>(1)</sup>		1 240	- 109		1 131
Provisions pour autres litiges	1 633	272	- 17	- 508	1 380
Provisions pour risques pays					
Provisions pour risques de crédit <sup>(2)</sup>	181 788	504 637		-475 746	210 679
Provisions pour restructurations					
Provisions pour impôts	1				1
Provisions sur participations					
Provisions pour risques opérationnels <sup>(3)</sup>	7 163	509	-779	- 5 272	1 621
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement <sup>(4)</sup>	10 554			- 2 603	7 951
Autres provisions <sup>(5)</sup>	6 419	5 118	- 1 974	- 1 243	8 320
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>247 308</b>	<b>583 577</b>	<b>- 2 879</b>	<b>- 558 499</b>	<b>269 507</b>

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois pour arriver à un stock de provision final de 154,3 millions d'euros sur les 17 filières spécifiques : élevage, viticulture, cultures, maraîchage-arboriculture, promotion immobilière, LBO, foncières, locatif à Lyon et à Bourg-en-Bresse, frontaliers, BTP, distribution, tourisme-hôtels-restaurants, dossiers dégradés de LBO, secteurs en difficulté, créances non performantes, créances restructurées pour risque, promotion immobilière, automobile et PGE différé.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement. En 2024, elle a été reprise à hauteur de 5 272 milliers d'euros, compte-tenu du système de provision mis en place dans la Caisse régionale.

(4) Cf note 15 ci-après.

(5) Y compris les provisions pour les intérêts pour les DAT à taux progressifs.

#### Note 15 - ÉPARGNE LOGEMENT

##### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	776 613	790 687
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 462 399	1 636 127
Ancienneté de plus de 10 ans	1 799 527	1 858 295
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>4 038 539</b>	<b>4 285 109</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>535 184</b>	<b>525 219</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>4 573 723</b>	<b>4 810 328</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

##### Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	18 683	9 705
Comptes épargne-logement	20 544	20 495
<b>TOTAL ENCOURS DE CRÉDIT OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE- LOGEMENT</b>	<b>39 227</b>	<b>30 200</b>



**Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	909	3 274
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 028	2 414
Ancienneté de plus de 10 ans	4 569	4 633
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>7 686</b>	<b>10 321</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>265</b>	<b>233</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>7 951</b>	<b>10 554</b>

La provision Épargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixés.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Crédit Agricole Centre-est a décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 7,9 millions d'euros.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/ CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL.

Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours. Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2,5 %, 2 %, 1,5 % et 1 % : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0,1 % du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6,47 % pour les Caisses régionales. Une hausse de 0,1 % du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 17,39 % pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 0,26 % du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

**Note 16 - ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES****Variations de la dette actuarielle**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	<b>50 328</b>	<b>46 658</b>
Coût des services rendus sur l'exercice	3 825	3 442
Coût financier	1 611	1 831
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		- 1 087
Variation de périmètre	65	- 43
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	- 3 739	- 3 006
(Gains)/ pertes actuariels	- 538	2 533
Autres mouvements		
<b>DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE</b>	<b>51 552</b>	<b>50 328</b>

**Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	3 825	3 442
Coût financier	1 611	1 831
Rendement attendu des actifs	- 1 675	- 2 054
Coût des services passés		- 781
(Gains) / pertes actuariels net	- 41	- 333
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	- 426	- 888
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>3 294</b>	<b>1 217</b>

**Variations de juste valeur des actifs des régimes**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Juste valeur des actifs/ droits à remboursement à l'ouverture</b>	<b>54 488</b>	<b>54 230</b>
Rendement attendu des actifs	1 675	2 054
Gains / (pertes) actuariels	- 38	- 675
Cotisations payées par l'employeur	3 529	1 928
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	65	- 43
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	- 3 697	- 1 856
Autres mouvements		- 1 150
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS /DROITS À REMBOURSEMENT À LA CLÔTURE</b>	<b>56 022</b>	<b>54 488</b>

**Variations de la provision**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>- 51 551</b>	<b>- 50 328</b>
Impact de la limitation d'actifs		- 426
Juste valeur des actifs fin de période	56 022	54 488
<b>POSITION NETTE (PASSIF)/ACTIFS À LA CLÔTURE</b>	<b>- 214</b>	<b>- 449</b>

**Hypothèses actuarielles utilisées**

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 3,88 % ;
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 2,88 %.

Note 17 - DETTES SUBORDONNÉES : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

(En milliers d’euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l’Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée <sup>(1)</sup>								
Euro								
Autres devises de l’Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				398 327	398 327	10 605	408 932	417 191
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
VALEUR AU BILAN				398 327	398 327	10 605	408 932	417 191

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.  
Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s’élève à 10 826 milliers d’euros au 31 décembre 2024 contre 12 094 milliers d’euros au 31 décembre 2023.

**Note 18 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (AVANT RÉPARTITION)****Variation des capitaux propres**

(En milliers d'euros)	Capitaux propres							
	Capital <sup>(1)(2)</sup>	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau <sup>(3)</sup>	Écarts conversion / réévaluation <sup>(4)</sup>	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2022</b>	<b>191 454</b>	<b>3 338 480</b>	<b>1 299 488</b>	<b>352 391</b>		<b>286</b>	<b>255 810</b>	<b>5 437 911</b>
Dividendes versés au titre de N-2							- 22 776	- 22 776
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		174 776	58 259				- 233 035	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							256 777	256 777
Autres variations						4		4
<b>Solde au 31/12/2023</b>	<b>191 454</b>	<b>3 513 256</b>	<b>1 357 747</b>	<b>352 391</b>		<b>290</b>	<b>256 777</b>	<b>5 671 916</b>
Dividendes versés au titre de N-1							- 24 284	- 24 284
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		174 370	58 123				- 232 493	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							276 428	276 428
Autres variations						4		4
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>191 454</b>	<b>3 687 626</b>	<b>1 415 870</b>	<b>352 392</b>	-	<b>294</b>	<b>276 428</b>	<b>5 924 064</b>

(1) Le capital a été souscrit en totalité.

(2) Pas de Certificats Coopératifs d'Investissement émis.

(3) Dont 274 781 milliers d'euros de primes d'émission, dont 77 462 milliers d'euros de primes de fusion.

(4) Pas de réévaluation légale.

**Note 19 - COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG	5 924 063	5 671 916
Fonds pour risques bancaires généraux	214 196	217 486

TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	6 138 259	5 889 402
----------------------------	-----------	-----------

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 408 931 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 417 191 milliers d'euros au 31 décembre 2023 ; le montant des dépôts de garantie à caractère mutuel s'élève à 0 millier d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 millier d'euros au 31 décembre 2023.

Note 20 - OPÉRATIONS EFFECTUÉES AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

(En milliers d'euros)	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Créances	237 197	248 541
Sur les établissements de crédit et institutions financières	74	25
Sur la clientèle	237 123	248 516
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	224 949	121 353
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle	224 949	121 353
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	43 476	60 078
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit	22 286	28 045
Garanties données à la clientèle	21 190	32 033
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

**Note 21 - OPÉRATIONS DE CHANGE, PRÊTS ET EMPRUNTS EN DEVISES**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer
<b>Opérations de change au comptant</b>				
- Devises				
- Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>118 752</b>	<b>118 553</b>	<b>106 256</b>	<b>106 034</b>
- Devises	61 911	61 892	52 942	52 942
- Euros	56 841	56 661	53 314	53 092
<b>Prêts et emprunts en devises</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>118 752</b>	<b>118 553</b>	<b>106 256</b>	<b>106 034</b>

**Note 22 - OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>5 361 547</b>	<b>781 619</b>	<b>6 143 166</b>	<b>6 119 604</b>
Opérations sur marchés organisés				
Contrats à terme de taux d'intérêt				

Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré <sup>(1)</sup></b>	<b>5 361 547</b>	<b>781 619</b>	<b>6 143 166</b>	<b>6 119 604</b>
Swaps de taux d'intérêt	5 361 547	780 169	6 141 716	6 118 154
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		1 450	1 450	1 450
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>581 874</b>	<b>581 874</b>	<b>580 818</b>
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>581 874</b>	<b>581 874</b>	<b>580 818</b>
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		233 244	233 244	261 678
Vendus		233 244	233 244	261 678
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		57 693	57 693	28 731
Vendus		57 693	57 693	28 731
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
<b>TOTAL</b>	<b>5 361 547</b>	<b>1 363 493</b>	<b>6 725 040</b>	<b>6 700 422</b>

## Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2024			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	90 849	24 537		90 849	24 537				
Options de taux									

Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	1 055 373	2 466 867	2 619 475	1 055 373	2 466 867	2 619 475			
Caps, Floors, Collars	63 602	309 478	93 408	63 602	309 478	93 408			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		1 450			1 450				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>1 209 824</b>	<b>2 802 332</b>	<b>2 712 883</b>	<b>1 209 824</b>	<b>2 802 332</b>	<b>2 712 883</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	235 569	1 736		235 569	1 736				
<b>Sous total</b>	<b>235 569</b>	<b>1 736</b>		<b>235 569</b>	<b>1 736</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>1 445 393</b>	<b>2 804 068</b>	<b>2 712 883</b>	<b>1 445 393</b>	<b>2 804 068</b>	<b>2 712 883</b>			

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2023			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	57 463			57 463					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	532 751	3 006 062	2 579 341	532 751	3 006 062	2 579 341			
Caps, Floors, Collars	124 206	275 484	123 666	124 206	275 484	123 666			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		1 450			1 450				



Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>714 420</b>	<b>3 282 996</b>	<b>2 703 007</b>	<b>714 420</b>	<b>3 282 996</b>	<b>2 703 007</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	210 814	1 476		210 814	1 476				
<b>Sous total</b>	<b>210 814</b>	<b>1 476</b>		<b>210 814</b>	<b>1 476</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>925 234</b>	<b>3 284 472</b>	<b>2 703 007</b>	<b>925 234</b>	<b>3 284 472</b>	<b>2 703 007</b>			

**Instruments financiers à terme : juste valeur**

(En milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024	Juste Valeur Positive au 31/12/2023	Juste Valeur Négative au 31/12/2023	Encours Notionnel au 31/12/2023
Futures						
Options de change	648	648	115 386	128	128	57 463
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	163 624	109 241	6 141 716	259 168	79 284	6 118 154
Caps, Floors, Collars	2 210	2 210	466 488	3 280	3 280	523 355

Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices		94	1 450	166		1 450
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	166 482	112 193	6 725 040	262 742	82 692	6 700 422
Swaps de devises						
Opérations de change à terme			237 305			212 290
Sous total			237 305			212 290
TOTAL	166 482	112 193	6 962 345	262 742	82 692	6 912 712

Information sur les Swaps

Ventilation des swaps de taux d'intérêt

(En milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux	780 169	526 566	4 834 981	
Contrats assimilés				

Transferts effectués au cours de l'exercice

(En milliers d'euros)		Classification au 31/12/2024			
Ancien portefeuille	Nouveau portefeuille	Position couverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Position ouverte isolée					
Micro-couverture					
Macro-couverture					
Swaps de transaction					

Pas de transfert effectué au cours de l'exercice 2024.

Note 23 - INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DÉRIVÉS

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

	31/12/2024	31/12/2023
--	------------	------------

(En milliers d'euros)	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés						
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	159 201	24 833	184 033	258 844	27 599	286 442
Risques sur les autres contreparties	6 634	2 998	9 632	3 604	2 340	5 944
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>	<b>165 835</b>	<b>27 831</b>	<b>193 665</b>	<b>262 448</b>	<b>29 938</b>	<b>292 386</b>
Dont risques sur contrats de :						
- taux d'intérêt, change et matières premières						
- dérivés actions et sur indices						
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>						
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation						
<b>TOTAL APRÈS EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATÉRISATION</b>	<b>165 835</b>	<b>27 831</b>	<b>193 665</b>	<b>262 448</b>	<b>29 938</b>	<b>292 386</b>

\* Calculé selon les normes prudentielles CRR2 / CRD5

#### Note 24 - ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	2 393 549	2 712 415
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 393 549	2 712 415
Engagements de garantie	852 199	985 225
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	36 702	65 725
Engagements d'ordre de la clientèle	815 497	919 500
Engagements sur titres	5 357	5 839
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	5 357	5 839
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	41 575	22 280
Engagements reçus d'établissements de crédit	41 575	22 280
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	12 482 925	12 532 348
Engagements reçus d'établissements de crédit	771 000	701 225
Engagements reçus de la clientèle <sup>(1)</sup>	11 711 925	11 831 123

Engagements sur titres	5 357	5 839
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements reçus	5 357	5 839

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, Crédit Agricole Centre-est a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'État français (PGE). Au 31 décembre 2024, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 296 753 milliers d'euros contre 437 074 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

#### Note 25 - ACTIFS DONNÉS ET REÇUS EN GARANTIE

##### Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2024, Crédit Agricole Centre-est a apporté 11 349 946 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 12 210 155 milliers d'euros en 2023. Le Crédit Agricole Centre-est conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole Centre-est a apporté :

- 1 975 336 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 230 546 milliers d'euros en 2023 ;

- 442 904 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 475 008 milliers d'euros en 2023 ;

- 8 931 706 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 8 504 601 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'État » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

En conséquence, Crédit Agricole Centre-est ne postera plus 555 millions d'euros de créance immobilière auprès de la Banque de France.

#### Note 26 - PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	19 528	15 122
Sur opérations internes au Crédit Agricole	148 855	182 185
Sur opérations avec la clientèle	691 773	611 241
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	31 229	29 185
Produit net sur opérations de macro-couverture	91 001	78 047
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	19	19
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>982 405</b>	<b>915 799</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	- 15 134	- 28 813
Sur opérations internes au Crédit Agricole	- 612 210	- 578 290
Sur opérations avec la clientèle	- 88 744	- 39 473
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	- 2 054	
Sur dettes représentées par un titre	- 155	- 88
Autres intérêts et charges assimilées		- 296

Intérêts et charges assimilées	- 718 297	- 646 960
TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS <sup>(1)</sup>	264 108	268 838

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2024 est de 155 milliers d'euros contre 88 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 27 - REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	174 536	144 230
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	6 745	3 313
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES	181 281	147 543

Note 28 - PRODUIT NET DES COMMISSIONS

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 007	-553	1 454	2 018	- 577	1 441
Sur opérations internes au Crédit Agricole	42 482	- 54 394	- 11 912	48 203	- 51 050	- 2 847
Sur opérations avec la clientèle	93 555	- 2 013	91 542	93 652	- 1 626	92 026
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	835		835	660		660
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	1 019		1 019	708		708
Sur prestations de services financiers <sup>(1)</sup>	276 489	- 35 088	241 402	254 712	- 32 220	222 492
Provision pour risques sur commissions	1 828	- 810	1 018	1 418	- 2 044	- 626
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	418 215	- 92 858	325 357	401 371	- 87 517	313 854

(1) Dont prestations assurance-vie : 53 690 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 44 603 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 29 - GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		

Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	4 215	4 827
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	- 860	- 59
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION</b>	<b>3 355</b>	<b>4 768</b>

**Note 30 - GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	- 179	- 1
Reprises de dépréciations	33	4 227
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>- 146</b>	<b>4 226</b>
Plus-values de cession réalisées	13 038	736
Moins-values de cession réalisées	-	-3 046
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	13 038	- 2 310
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>12 892</b>	<b>1 916</b>
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations	- 2 672	- 1 401
Reprises de dépréciations	253	834
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>- 2 419</b>	<b>- 567</b>
Plus-values de cession réalisées	-	9 015
Moins-values de cession réalisées	- 2	- 7
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>- 2</b>	<b>9 008</b>
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>	<b>- 2 421</b>	<b>8 441</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS</b>	<b>10 471</b>	<b>10 357</b>

**Note 31 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers	4 363	13 233
Quote-part des opérations faites en commun		

Refacturation et transfert de charges	45	75
Reprises provisions	45	2 121
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>4 453</b>	<b>15 429</b>
Charges diverses	- 648	- 477
Quote-part des opérations faites en commun	- 789	- 561
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	- 41	- 26
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>- 1 478</b>	<b>- 1 064</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>2 975</b>	<b>14 365</b>

### Note 32 - CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Frais de personnel :</b>		
Salaires et traitements	- 135 510	- 129 363
Charges sociales	- 63 053	- 56 478
Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	- 15 688	- 16 558
Intéressement et participation	- 26 715	- 24 698
Impôts et taxes sur rémunérations	- 27 827	- 25 681
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>- 253 105</b>	<b>- 236 220</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	7 638	7 123
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>- 245 467</b>	<b>- 229 097</b>
<b>Frais administratifs :</b>		
Impôts et taxes	- 4 491	- 5 231
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	- 148 192	- 155 492
<b>Total des charges administratives</b>	<b>- 152 683</b>	<b>- 160 723</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	2 490	1 966
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>- 150 193</b>	<b>- 158 757</b>
<b>CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>- 395 660</b>	<b>- 387 854</b>

(1) Dont 0 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2024

**Effectif moyen**

**Effectif par catégorie**

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	793	764
Non cadres	1 907	1 864
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>2 700</b>	<b>2 628</b>
Dont : - France	2 700	2 628
- Étranger		
Dont : personnel mis à disposition	11	

**Note 33 - COÛT DU RISQUE**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>- 738 255</b>	<b>- 719 312</b>
Dépréciations de créances douteuses	- 161 066	- 119 436
Autres provisions et dépréciations	- 577 189	- 599 876
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>702 233</b>	<b>679 663</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses <sup>(1)</sup>	147 619	82 966
Autres reprises de provisions et dépréciations <sup>(2)</sup>	554 614	596 697
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>- 36 022</b>	<b>- 39 649</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées <sup>(3)</sup>	- 4 284	- 2 730
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées <sup>(4)</sup>	- 15 220	- 14 610
Décote sur prêts restructurés	- 307	- 252
Récupérations sur créances amorties	870	882
Autres pertes	- 7	- 102
Autres produits		
<b>COÛT DU RISQUE</b>	<b>- 54 970</b>	<b>- 56 460</b>

(1) Dont 5 809 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 5 102 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 24 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.

(3) Dont 536 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

(4) Dont 9 411 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.



**Note 34 - RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations financières</b>		
Dotations aux dépréciations	- 860	- 751
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	- 860	- 751
Reprises de dépréciations	5 317	10 795
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	5 317	10 795
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	4 457	10 044
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 457	10 044
Plus-values de cessions réalisées	2 283	1 342
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	2 283	1 342
Moins-values de cessions réalisées		- 3 367
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		- 3 367
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	2 283	- 2 025
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	2 283	- 2 025
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>6 740</b>	<b>8 019</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Plus-values de cessions	1 066	8 591
Moins-values de cessions	- 5 856	- 9 212

Solde en perte ou en bénéfice	- 4 790	- 621
RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	1 950	7 398

**Note 35 - CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Le montant des produits exceptionnels s'élève à 501 milliers d'euros et correspond à la subvention pour rénovation thermique du site de Terralunia.

**Note 36 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES**

La charge d'impôt 2024 s'établit à 43 847 milliers d'euros (avec un taux d'imposition de 25,83 %).

Cette charge d'impôt est composée d'un Impôt sur les Sociétés brut de 45 531 milliers d'euros, d'un produit d'impôt différé sur les PTZ de 118 milliers d'euros, d'un produit d'impôt issu de la liquidation de l'IS 2023 de 85 milliers d'euros, d'une charge d'impôt à la suite du contrôle fiscal de 1 132 milliers d'euros ainsi que d'un gain issu de l'intégration fiscale de 388 milliers d'euros au titre du sous palier Centre-est, d'un gain au titre du Groupe fiscal Crédit-Agricole d'1 340 milliers d'euros ainsi que divers crédits d'impôt pour un montant de 884 milliers d'euros.

**Note 37 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION**

Crédit Agricole Centre-est n'a pas eu d'événement intervenant entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes, susceptible, par leur influence sur le patrimoine et la situation financière de l'établissement, de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

**Note 38 - AFFECTATION DES RÉSULTATS**

Résultat net de l'exercice	276 427 826,23
Report à nouveau	
Réserve spéciale loi sur le mécénat	140,25
Intérêts aux parts sociales	6 820 161,86
Rémunération des certificats coopératifs d'associés	20 732 086,97
Versement à la réserve légale	186 656 577,86
Versement aux réserves facultatives	62 218 859,29

**4 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

À l'Assemblée générale de la société Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, la Caisse régionale est exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l’annexe aux comptes annuels (paragraphe « Créances et engagements par signature » de la note 2), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d’une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d’intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S’agissant de la détermination d’éventuelles dépréciations, la direction de la Caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture, comme un point clé de l’audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4 de l’annexe aux comptes annuels, qui s’élève à 324,4 millions d’euros.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l’exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- mené des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>- testé l’efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par la caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li><li>- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li></ul>

Provisions sur encours sains et dégradés

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans l’annexe aux comptes annuels, paragraphe « Créances et engagements par signature » de la note 2, la caisse régionale constate au titre des expositions de crédit au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l’encours dès lors que la qualité de crédit de l’exposition s’est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées). Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d’exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de la Caisse régionale sur la base d’éléments conjoncturels et/ou structurels locaux. Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 210,7 millions d’euros au 31 décembre 2024 comme détaillé dans la note 14 de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré, qu’il s’agissait d’un point clé de l’audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l’importance des hypothèses prises ;</li><li>- l’importance de ces provisions dans le bilan de votre Caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (<i>Forward Looking</i> central et local).</li></ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- prendre connaissance, lors d’un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du Groupe Crédit Agricole, avec l’aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li><li>- le processus d’élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>Loss Given Default</i> ou « LGD ») ;</li></ul></li><li>- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l’analyse des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li><li>- la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l’outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;</li><li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l’outil de provisionnement ;</li><li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l’identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d’encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l’application du <i>Forward Looking</i> local ;</li><li>- analyser l’évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l’exercice 2024 ;</li><li>- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l’annexe aux comptes annuels.</li></ul>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est par votre Assemblée générale du 17 mars 2004 pour le cabinet KPMG S.A. et du 26 mars 2013 pour le cabinet FORVIS MAZARS.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 21<sup>e</sup> année de sa mission et le cabinet FORVIS MAZARS dans la 12<sup>e</sup> année sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

-il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

-il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

-il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

-il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

-il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

#### **Les commissaires aux comptes :**

Lyon, le 10 mars 2025

Paris La Défense, le 10 mars 2025

Forvis Mazars

KPMG S.A.

Emmanuel CHARNAVEL  
Associé

Jean-François DANDE  
Associé

Rémi VINIT-DUNAND  
Associé

#### **5 - RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

À l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale**

#### **Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

#### **Souscription à l'augmentation de capital de la SACAM Transition Energie**

Souscription de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est à l'augmentation de capital de SACAM Transition Energie ayant pour objet le financement de l'augmentation de capital de la société Crédit Agricole Transitions & Energies dans laquelle Pascal Désamais est administrateur.

#### **Personne concernée**

Pascal Désamais, Président de votre Caisse régionale et administrateur de Crédit Agricole Transitions & Energies.

#### **Nature et objet**

Pour couvrir les besoins en fonds propres de Crédit Agricole Transitions et Energies (CAT&E), constituée en avril 2021 par Crédit Agricole S.A., il est proposé aux Caisses régionales de devenir indirectement co-actionnaires de CAT&E, aux côtés de Crédit Agricole S.A.

L'objectif de CAT&E est d'accompagner la transformation des acteurs économiques vers la décarbonation et l'adaptation au changement climatique et de favoriser le développement des énergies renouvelables ainsi que leurs usages. Le groupe vise à positionner CAT&E en qualité d'acteur clé du secteur des énergies renouvelables et des transitions énergétiques dans les territoires à horizon 2030 (« Nouveau Métier d'Energéticien »).

Il est proposé aux Caisses régionales de devenir indirectement co-actionnaires de CAT&E, aux côtés de Crédit Agricole S.A. A cette fin, SACAM Transition Energie, qui porterait la participation globale des Caisses régionales, et Crédit Agricole S.A. doteraient la société CAT&E de moyens importants à travers une augmentation de capital social par émission d'actions nouvelles en contrepartie d'apports en numéraire. SACAM Transition Energie et Crédit Agricole S.A. souscriraient à l'augmentation de capital de CAT&E, respectivement à hauteur de 400 millions d'euros chacune.

En conséquence, SACAM Transition Energie propose de procéder à une augmentation de capital réservée pour un montant total maximum de 400 175 milliers d'euros, à laquelle les Caisses régionales pourraient souscrire intégralement.

#### **Modalités**

La participation de la Caisse à ce financement se traduirait par la souscription de la Caisse à l'augmentation de capital de SACAM Transition Energie pour un montant de 18 518 milliers d'euros. Cette augmentation de capital de SACAM Transition Energie ferait l'objet de libérations annuelles entre 2024 et 2027. Nous vous précisons que la convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 19 avril 2024.

#### **Motifs justifiant de son intérêt pour la société**

Cet investissement s'inscrit dans la stratégie globale d'investissement dans le secteur énergétique.

### **CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

#### **Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs**

#### **Conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **Suspension du contrat de travail de Raphaël Appert**

Convention entre la Caisse régionale et son Directeur Général.

#### **Personne concernée**

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse régionale.

#### **Nature et Objet**

Monsieur Raphaël Appert a été nommé Directeur Général de la Caisse régionale Centre-est en date du 1er janvier 2010, par délibération du Conseil d'Administration.

Dans le cadre de cette nomination comme mandataire social, le contrat de travail de Raphaël Appert a été suspendu de fait.

Le Conseil d'Administration du 28 avril 2017 a validé le fait de formaliser cette suspension et a approuvé la convention de suspension de contrat de travail de Directeur Général Adjoint.

#### **Modalités**

Cette convention fixe une rémunération propre au contrat suspendu et prévoit les modalités de réactivation du contrat.

Votre Conseil d'Administration de janvier 2025 a analysé et confirmé la poursuite des conventions préalablement autorisées et qui se sont poursuivies sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

#### **Intégration fiscale au sein du groupe Crédit Agricole**

Convention entre la Caisse régionale et Crédit Agricole S.A. dont Raphaël Appert est Vice-Président.

#### **Personne concernée**

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse régionale.

#### **Nature et Objet**

La convention prévoit de réallouer l'économie d'impôt liée à la minoration du résultat d'ensemble du groupe fiscal qui résulte de la neutralisation des dividendes intra-groupe. Par ailleurs, votre Caisse Régionale est tête du sous palier d'intégration fiscale incluant les 127 Caisses locales et les filiales suivantes :

- Prestimmo
- Interimob
- SEPI SNC
- Compagnie Foncière Lyonnaise
- Crédit Agricole Centre-est Développement Immobilier
- Wiggins France
- Crédit Agricole Centre-est Immobilier
- Crédit Agricole Création
- Crédit Agricole Investissements Stratégiques Centre-est
- Crédit Agricole Centre-est Capital investissement
- SAS Campus CACE II
- Terralumia
- CACE Energies Nouvelles
- Prethoger

#### **Modalités**

Cette convention a généré une déduction fiscale pour la Caisse régionale Centre-est de 1 340 milliers d'euros au titre de la réallocation de l'économie d'impôt liée à la minoration du résultat d'ensemble du groupe fiscal.

Votre Conseil d'Administration de janvier 2025 a analysé et confirmé la poursuite des conventions préalablement autorisées et qui se sont poursuivies sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

#### **Avance en compte courant d'associé avec la SAS la Boétie**

Convention entre la Caisse régionale et SAS la Boétie dont Raphaël Appert est Vice-Président.

#### **Personne concernée**

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse régionale.

#### **Nature et objet**

La SAS Rue La Boétie détenait 57,1 % du capital de CASA au moment de l'autorisation de la convention.

-L'Assemblée générale de la SAS Rue La Boétie du 11 mai 2022 a, dans ses 41e et 42e résolutions, autorisé et conféré tout pouvoir au Président et/ou Vice-Président à l'effet d'acquérir des actions CASA pour un montant maximal d'un milliard (1.000.000.000) d'euros et à conclure à cette fin des conventions de prêt ou de compte courant avec les Caisses régionales, ce qui permettrait de reluer indirectement les Caisses régionales dans le capital de CASA au-delà de 60 % au cours de bourse du moment.

-Le Conseil d'Administration de la SAS Rue La Boétie, réuni le 9 novembre 2022, a notamment autorisé :

a) le principe de la mise en place d'un projet d'acquisition des actions CASA financé par un système d'avances en compte courant de la part des Caisses régionales sous réserve de l'autorisation de leurs Conseils d'Administration ;

b) de confier à son Président tous pouvoirs afin de mettre en place, de conclure et d'exécuter ce projet et notamment d'accomplir toute démarche en vue de saisir les Caisses régionales aux fins d'autoriser le financement de cette acquisition d'actions CASA sur le marché.

- Dans une communication en date du 10 novembre 2022, la SAS Rue La Boétie a informé le marché de son intention :

a) d'acquiescer d'ici la fin du premier semestre 2023, pour des raisons patrimoniales et compte tenu des conditions de marché actuelles, jusqu'à un milliard d'euros de titres CASA ;

b) de ne pas accroître sa participation au-delà de 65 % du capital de CASA.

L'assemblée générale de la SAS Rue La Boétie tenue le 16 novembre 2022 a autorisé l'opération et la signature du contrat financier avec HSBC, prestataire de services d'investissement.

Cette opération d'acquisition de titres CASA, intégrant à la fois les conditions de marché actuelles et les perspectives de rendement sur le titre CASA, s'inscrivait dans une stratégie patrimoniale à long terme des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel, convaincues du potentiel de création de valeur mis en évidence dans le récent plan stratégique « Ambition 2025 » de CASA.

La SAS Rue La Boétie ne disposait pas de la trésorerie ou du financement nécessaire pour réaliser ce projet d'acquisition d'actions CASA. Il a donc été proposé à chaque Caisse régionale de mettre en place une nouvelle avance en compte courant d'associé en faveur de la SAS Rue La Boétie, calculée et répartie entre les Caisses régionales à concurrence d'un financement global par tous ces prêts d'associés égal à un milliard d'euros (1.000.000.000 d'euros).

Il a été proposé que la quote-part de financement soit fixée à hauteur de leur poids de bilan pour les Caisses régionales dont le taux de détention du capital de la SAS Rue la Boétie est inférieur à 1 %, ou de leur poids au capital de la SAS Rue la Boétie pour les autres Caisses régionales, déduction faite des participations souscrites par les Caisses régionales dont le poids est inférieur à 1 %.

Les tirages donneront lieu à une rémunération à des conditions de marché.

Chaque avance en compte courant d'associé a une durée comprise entre la date de signature de la convention d'avance et son terme prévu au 31 juillet 2023, étant précisé que la SAS Rue La Boétie disposerait d'une option de remboursement anticipé de l'avance, en tout ou partie, et moyennant un délai de préavis raisonnable, ou de remboursement de l'avance par capitalisation.

Le taux de rémunération de cette avance serait égal au taux annuel de l'Euribor un mois applicable à compter de la date de mise à disposition des fonds.

Le Président de la SAS Rue la Boétie précise enfin que le montant global d'un milliard d'euros (1.000.000.000 d'euros) au près de l'ensemble des Caisses régionales pourrait être appelé sous forme d'avis de tirage échelonnés en une ou plusieurs fois d'ici le 28 février 2023.

### **Modalités**

Cette opération a généré un produit de 994 millions d'euros sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Nous rappelons que l'avance s'élevait à 53,8 millions d'euros au 31 décembre 2022, elle a été capitalisée en juin 2023.

Votre Conseil d'Administration de janvier 2025 a analysé et confirmé la poursuite des conventions préalablement autorisées et qui se sont poursuivies sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

### **Motifs justifiant de son intérêt pour la société**

Cette opération permet à votre Caisse régionale de soutenir l'opération d'acquisition d'actions Crédit Agricole S.A. par la SAS Rue la Boétie.

### **Intégration au groupe TVA et mise en œuvre de la convention de groupe TVA Crédit Agricole**

Convention entre la Caisse régionale et Crédit Agricole S.A. dont Raphaël Appert est Vice-Président.

### **Personne concernée**

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse régionale.

### **Nature et objet**

Il est rappelé que les Caisses régionales ont préalablement accepté en application de l'article 256 C du code général des impôts :

- La constitution du groupe TVA,

- La désignation de CASA comme représentant de l'assujetti unique au titre du Groupe TVA,

- L'exercice par CASA de l'option pour la constitution du Groupe TVA avec effet au 1er janvier 2023.

- CASA a opté pour la création du Groupe TVA dans un courrier en date du 18 octobre 2022, à compter du 1er janvier 2023 pour une période de trois années civiles, CASA ayant été désigné comme assujetti unique pour les besoins de la TVA.



À ce titre, il est envisagé que CASA soit mandaté par les Caisses régionales afin d'assurer au nom et pour leur compte un tant que membres du Groupe TVA :

- Le bon fonctionnement du Groupe TVA,
- La centralisation des données relatives à l'établissement des déclarations de chiffre d'affaires du Groupe TVA,
- La mise à jour du périmètre du Groupe TVA (notamment les entrées et sorties du Groupe TVA),
- Le recouvrement auprès des Caisses régionales membres des participations dues par le Groupe TVA lors de leur appartenance au Groupe TVA.

La convention de Groupe TVA Crédit Agricole repose sur les principes directeurs suivants :

- Le respect de la plus parfaite autonomie des Caisses régionales membres du Groupe TVA notamment au regard de leur politique fiscale et de l'établissement de leurs déclarations fiscales ;
- La neutralité fiscale selon laquelle la contribution d'impôts due par la Caisse membre du Groupe TVA Crédit Agricole ne saurait excéder le montant de TVA qu'elle aurait versé au Trésor si elle n'était pas entrée dans le régime de TVA Groupe Crédit Agricole.
- L'indemnisation des perdants qui apportent un gain au Groupe TVA et qui contribuent à majorer le prorata de déduction du groupe Crédit Agricole en améliorant la capacité de déduction de TVA du Groupe TVA.
- La partage du gain net : les économies d'impôts réalisés par la mise en œuvre du Groupe TVA seront, après complète indemnisation des membres « perdants » du Groupe TVA, partagées entre les entités du Pôle Crédit Agricole S.A. et le pôle mutualiste.

Dans ce cadre, la part des gains revenant à ces entités du Pôle mutualiste sera répartie en fonction du pourcentage de la contribution de chacune de ces entités du Pôle mutualiste à l'alimentation du fonds de péréquation dont le fonctionnement est détaillé dans la Convention de Groupe TVA. Pour les entités détenues conjointement entre CASA et les Caisses régionales, les économies de TVA générées feront l'objet d'une répartition du gain net entre le Pôle Crédit agricole S.A et le Pôle mutualiste selon le pourcentage de détention du capital concerné.

Par ailleurs, la Convention de Groupe TVA détaille les obligations déclaratives, documentaires et d'archivage attribuées :

- À la Caisse comme à chacun des autres membres du Groupe TVA y.c. les modalités de remontées d'informations à CASA comme Représentant du Groupe TVA,
- À CASA comme Représentant du Groupe TVA.

Par ailleurs, les droits de contrôle et de renseignements prévus en faveur de CASA comme Représentant du Groupe TVA notamment en cas de contrôles fiscaux sont étayés dans la Convention de Groupe TVA.

#### **Modalités**

La Convention a été conclue pour une durée initiale de trois ans allant jusqu'au 31 décembre 2025 (inclus) et a pris effet rétroactivement à compter du 1er janvier 2023.

Le produit relatif à la Convention de Groupe TVA s'élève à 5 543 milliers d'euros pour le Crédit Agricole Centre-est au 31 décembre 2024.

Votre Conseil d'Administration de janvier 2025 a analysé et confirmé la poursuite des conventions préalablement autorisées et qui se sont poursuivies sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

#### **Motifs justifiant de son intérêt pour la société**

Ce régime, effectif le 1er janvier 2023 et applicable au périmètre du Groupe TVA éligible et arrêté, permet de conserver les économies de TVA réalisées dans le cadre de l'ancien régime de l'article 261 B du CGI, et dans le même temps de réaliser des gains de TVA supplémentaires liés notamment à l'absence de frottement de TVA dans le cadre des relations intragroupes.

#### **Conclusion du pacte d'associés de la société holding dénommée ESTEY**

Opération entre la Caisse régionale, la société ESTEY et Crédit Agricole S.A., dont Raphaël Appert est Vice-Président.

#### **Personne concernée**

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse régionale et Vice-Président de Crédit Agricole S.A.

#### **Nature et objet**

Il est envisagé de créer un partenariat stratégique exclusif de nature commerciale, industrielle et capitalistique entre le Groupe Crédit Agricole (en ce compris la Caisse) et le Groupe Worldline, dans le domaine des services monétiques à destination des clients commerçants des Entités du Groupe Crédit Agricole français et étrangers en France.

Dans le cadre du Partenariat, il est envisagé que les Entités du Groupe Crédit Agricole détiennent une participation dans la Société Commune à créer avec Worldline par le biais de la Holding du Groupe Crédit Agricole, signent le Pacte Holding et adhèrent aux Statuts, de manière à permettre :

-Une approche unifiée et cohérente des sujets de gouvernance entre les Entités du Groupe Crédit Agricole vis-à-vis de Worldline en déterminant l'orientation et l'expression des décisions du Groupe Crédit Agricole dans les instances de gouvernance de la Société Commune ;

-Si nécessaire, un ajustement de la répartition capitalistique indirecte des Entités du Groupe Crédit Agricole dans la Société Commune pendant la durée du Partenariat afin notamment d'assurer une cohérence entre la répartition du capital et la valeur créée dans la Société Commune par chacune des Caisses régionales et LCL en fonction de leur activité monétique commerçants respective ;

-De définir les modalités du mandat confié à Crédit Agricole Payment Services par les Caisses régionales (y compris la Caisse) et LCL pour les représenter et conclure des actes auprès de la Société Commune et de Worldline ;

-Une optimisation financière des modalités de détention de la participation des Entités du Groupe Crédit Agricole dans la Société Commune ;

-De porter les engagements et les investissements du groupe Crédit Agricole dans la Société Commune pendant la durée du partenariat avec Worldline.

#### **Modalités**

Votre Conseil d'Administration de janvier 2025 a analysé et confirmé la poursuite des conventions préalablement autorisées et qui se sont poursuivies sur l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le Partenariat et la souscription par la Caisse au capital de la Holding du Groupe Crédit Agricole. Cette opération n'a pas eu d'impact sur le résultat de l'exercice 2024.

#### **Motifs justifiant de son intérêt pour la société**

La conclusion du Pacte Holding est dans l'intérêt de la Caisse pour les motifs qui ont été exposés dans la partie « Nature et objet ».

#### **Les commissaires aux comptes**

Lyon, le 10 mars 2025

Paris La Défense, le 10 mars 2025

Forvis Mazars

KPMG S.A.

Emmanuel CHARNAVEL  
Associé

Jean-François DANDE  
Associé

Rémi VINIT-DUNAND  
Associé

### **6 - LE PROJET DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

#### **PROJET DE RÉSOLUTIONS**

##### **Première résolution**

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes, approuve ces rapports dans toutes leurs parties. Elle approuve les comptes sociaux de l'exercice 2024 et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

##### **Deuxième résolution**

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2024.

##### **Troisième résolution**

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de constats des commissaires aux comptes résultant de procédures convenues relatives aux comptes globalisés (comptes de la Caisse régionale et des Caisses locales) au 31 décembre 2024, approuve les comptes globalisés de l'exercice 2024.

##### **Quatrième résolution**

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de commerce prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

##### **Cinquième résolution**

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, accepte la proposition du Conseil d'Administration de fixer, pour l'exercice 2024, le taux d'intérêt des parts sociales à 4,75 %, et le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés à 6,50 euros par titre (arrondi supérieur). Conformément à la loi, l'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Intérêts aux parts sociales

Exercice	Nb Parts sociales	Distribution	Taux d'intérêt
2021	9 572 157	2 871 647,10 €	2,0 %
2022	9 572 157	3 589 558,88 €	2,5 %
2023	9 572 157	5 025 382,50 €	3,5 %

Dividendes sur certificats coopératifs d'associés (CCA)

Exercice	Nb de CCA	Rémunération des CCA	Rémunération par titre
2021	3 191 415	19 271 462,49€	6,04 €
2022	3 191 415	19 185 737,57€	6,01 €
2023	3 191 415	19 258 274,12€	6,03 €

Sixième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, accepte les propositions du Conseil d'Administration relatives à l'affectation du résultat. Le résultat net de l'exercice s'établit à 276 427 826,23 euros, ce qui conduit à déterminer la répartition du résultat disponible comme suit :

-Réserve spéciale de la loi sur le mécénat	140,25 €
-Intérêt aux parts sociales à 4,75 %	6 820 161,86 €
-Rémunération des certificats coopératifs d'associés	20 732 086,97 €
-Versement à la réserve légale	186 656 577,86 €
-Versement aux réserves facultatives	62 218 859,29 €

Septième résolution

Le capital social, qui était de 191 453 580 euros au 1er janvier 2024 s'élève à 191 453 580 euros au 31 décembre 2024. Il se décompose comme suit :

	Nombre	Valeur Nominale	Capital
Parts sociales détenues par les Administrateurs	14	15	210
Parts sociales détenues par les Caisses locales	9 572 142	15	143 582 130

Part sociale détenue par SACAM MUTUALISATION	1	15	15
Certificats Coopératifs d'Associés	3 191 415	15	47 871 225

L'Assemblée générale constate la stabilité du capital.

#### Huitième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance de la proposition faite sur ce sujet par le Conseil d'Administration en fonction des recommandations de la FNCA, et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 497 000 euros la somme globale allouée au titre de l'exercice 2025 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse régionale pour déterminer l'affectation de cette somme.

#### Neuvième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale, consultée en application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 4 029 811,43 euros.

#### Dixième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, sur le rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, approuve le montant global s'élevant à 75 894 euros de charges non déductibles, visées au 4 de l'article 39 de ce Code, ainsi que le montant s'élevant à 19 603 euros de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses.

#### Onzième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, constatant que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de KPMG S.A., ayant son siège social situé Tour Egho, 2, avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, renouvelle le mandat de commissaire aux comptes titulaire de KPMG S.A.

Compte tenu du fait que KPMG S.A. sera touché par la limite de durée de mandat de 24 ans prévue à l'article 17 alinéa 4b du Règlement UE 537-2014 du 16 avril 2014 lors de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2027, ce mandat conféré pour une durée de six exercices sociaux prendra fin de plein droit à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2027, conformément à la réglementation applicable actuellement.

Conformément à la réglementation en vigueur, le commissaire aux comptes titulaire étant une personne morale, la décision a été prise de ne pas nommer un commissaire aux comptes suppléant.

#### Douzième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, constatant que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de MAZARS FORVIS, ayant son siège social 109 rue Tête d'Or, 69451 Lyon, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, renouvelle le mandat de commissaire aux comptes titulaire de MAZARS FORVIS.

Ce mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale 2031 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31.12.2030.

Conformément à la réglementation en vigueur, le commissaire aux comptes titulaire étant une personne morale, la décision a été prise de ne pas nommer un commissaire aux comptes suppléant.

#### Treizième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, réélit, en exécution de l'article 15 des statuts, les Administrateurs sortants suivants, pour une durée de 3 ans :

-Danièle BEAUDOT

-Gilles DUMOULIN

-Jérôme MARGET

-Anne VIGNAT DUCRET

Les fonctions de ces Administrateurs viendront à expiration lors de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2027, sauf dispositions statutaires contraires.

#### Quatorzième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qui seront nécessaires.

## **COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2024**

**Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.**

### **01 CADRE GÉNÉRAL**

#### **Présentation juridique de l'entité**

Le Crédit Agricole Centre-est, ayant son siège social 1 rue Pierre de Truchis de Lays à Champagne au Mont d'Or - 69410, est une société coopérative à capital variable immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 399973825. Son code APE est 6419 Z.

Sont rattachées au Crédit Agricole Centre-est, 127 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes du Crédit Agricole Centre-est seul, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales en sus des comptes des filiales consolidées.

De par la loi bancaire, le Crédit Agricole Centre-est est un établissement de crédit doté des compétences bancaires et commerciales subséquentes et est soumis à la réglementation bancaire.

Le Crédit Agricole Centre-est exerce également une activité d'assurance.

#### **Un Groupe bancaire d'essence mutualiste**

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 11 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit

Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole

S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

### **Relations internes au Crédit Agricole**

#### **Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

#### **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

#### **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, livret d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

#### **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

#### **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

#### **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

#### **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

#### **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 [1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

- (1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.  
 (2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.

### Informations relatives aux parties liées

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Intérêts reçus sur avance en comptes courants</b>		
SAS Sacam Développement	885	882
SAS Rue la Boétie	1352	785
<b>Dividendes reçus</b>		
CA Technologies et Services	51	0
SAS Rue la Boétie (acompte)	106 700	84 910
SAS Sacam Développement	2 226	2 161
SAS Sacam International	1 464	683
SNC Sacam Mutualisation	14 728	15 058
Sacam Immobilier	103	162
Sacam Assurance Caution	132	128

02

### ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

#### Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4,1	1 067 707	993 403
Intérêts et charges assimilées	4,1	-783 303	-696 982
Commissions (produits)	4,2	417 323	400 856
Commissions (charges)	4,2	-93 101	-86 939
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4,3	51 102	53 837
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		-971	-1 019
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		52 073	54 856
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4,4	129 214	111 903
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		48	-193
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		129 166	112 096
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4,5	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4,6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4,6	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
Produits des activités d'assurance		-	-
Charges afférentes aux activités d'assurance		-	-
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus		-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance		-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus		-	-
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance		-	-
Produits des autres activités	4,7	97 867	75 338
Charges des autres activités	4,7	-24 647	-23 723
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>862 162</b>	<b>827 693</b>
Charges générales d'exploitation	4,8	-413 027	-403 188
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4,9	-31 220	-27 845
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>417 915</b>	<b>396 660</b>
Coût du risque	4,10	-60 802	-61 467



<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>357 113</b>	<b>335 193</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		3 808	3 311
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4,11	-6 201	-546
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6,14	3 764	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>358 484</b>	<b>337 958</b>
Impôts sur les bénéfices	4,12	-55 203	-50 164
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6,11	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>303 281</b>	<b>287 794</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		-	(1)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>303 281</b>	<b>287 795</b>

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées.

#### Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat net</b>	<b>303 281</b>	<b>287 794</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	542	-3 208
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	320 508	267 134
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>321 050</b>	<b>263 926</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-173</b>	<b>-548</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-9 942</b>	<b>-7 105</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>26</b>	<b>82</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>310 961</b>	<b>256 355</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	550	1 389
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>550</b>	<b>1 389</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-1 197</b>	<b>4 851</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-142</b>	<b>-359</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-789</b>	<b>5 881</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>310 172</b>	<b>262 236</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>613 453</b>	<b>550 030</b>
Dont part du Groupe	613 453	550 031
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	(1)
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-211	83

#### Bilan actif

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6,1	140 101	129 203
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6,2	1 572 443	1 032 102
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		33 378	32 308
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 539 065	999 794
Instruments dérivés de couverture	3,3-3,5	152 006	243 286
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3,1-6,4	3 689 456	3 279 010
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		66 735	54 242
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		3 622 721	3 224 768

Actifs financiers au coût amorti	3,1-3,4- 6,5-6,6	34 497 516	35 084 213
Prêts et créances sur les établissements de crédit		3 634 598	4 204 632
Prêts et créances sur la clientèle		29 338 155	29 510 285
Titres de dettes		1 524 763	1 369 296
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-63 533	-169 266
Actifs d'impôts courants et différés	6,9	74 458	103 247
Comptes de régularisation et actifs divers	6,10	399 097	435 390
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6,11	-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	13,2	110 110	85 679
Immeubles de placement	6,12	563 193	446 023
Immobilisations corporelles	6,13	265 346	278 358
Immobilisations incorporelles	6,13	13 232	13 414
Écarts d'acquisition	6,14	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>41 413 425</b>	<b>40 960 658</b>

**Bilan passif**

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	6,1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6,2	32 331	29 067
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		32 331	29 067
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture	3,3-3,5	99 657	66 236
Passifs financiers au coût amorti		32 626 931	32 691 860
Dettes envers les établissements de crédit	3,4-6,7	20 734 905	21 016 440
Dettes envers la clientèle	3,1-3,4- 6,7	11 787 808	11 596 480
Dettes représentées par un titre	3,4-6,7	104 218	78 940
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-16 393	-21 904
Passifs d'impôts courants et différés	6,9	1 213	1 948
Comptes de régularisation et passifs divers	6,10	777 637	870 135
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6,11	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6,15	57 906	67 000
Dettes subordonnées	3,4-6,16	-	-
<b>Total dettes</b>		<b>33 579 282</b>	<b>33 704 342</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>7 834 143</b>	<b>7 256 316</b>
Capitaux propres part du Groupe		7 834 133	7 256 306
Capital et réserves liées		887 243	891 603
Réserves consolidées		5 471 873	5 215 343
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 171 736	861 564
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		303 281	287 795
Participations ne donnant pas le contrôle		11	11
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>41 413 425</b>	<b>40 960 658</b>

**Tableau de variation des capitaux propres**

(En milliers d'euros)	Part du Groupe									Participations ne donnant pas le contrôle						Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres consolidés	
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Élimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Publiés	540 739	5 605 076	-10	-	6 145 805	17 689	581 640	599 329	-	6 745 134	13	1	-	1	13	6 745 147
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Retraités	540 739	5 605 076	-10		6 145 805	17 689	581 640	599 329		6 745 134	13	1	-	1	13	6 745 147
Augmentation / réduction de capital	-9 860	-	-	-	-9 860	-	-	-	-	-9 860	-	-	-	-	-	-9 860
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2023	-	-29 935	-	-	-29 935	-	-	-	-	-29 935	-	-	-	-	-	-29 935
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-34	-	-	-34	-	-	-	-	-34	-	-	-	-	-	-34
Mouvements liés aux paiements en actions	-	1 732			1 732	-	-	-	-	1 732	-	-	-	-	-	1 732
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-9 860	-28 237	-	-	-38 097	-	-	-	-	-38 097	-	-	-	-	-	-38 097
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-83	-	-	-83	1 030	256 821	257 851	-	257 768	-	-	-	-	-	257 768
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-83	-	-	-83	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	11	-	-	11	4 851	-466	4 385	-	4 396	-	-	-	-	-	4 396
Résultat 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	287 795	287 795	-1	-	-	-	-1	
Autres variations	-	-693	-	-	-693	-	-	-	-	-693	-	-	-	-	-	-693

<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023 Retraités</b>	<b>530 879</b>	<b>5 576 074</b>	<b>-10</b>	<b>-</b>	<b>6 106 943</b>	<b>23 570</b>	<b>837 995</b>	<b>861 565</b>	<b>287 795</b>	<b>7 256 303</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>7 256 315</b>
Affectation du résultat 2023	-	287 795	-	-	287 795	-	-	-	287 795	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités</b>	<b>530 879</b>	<b>5 863 870</b>	<b>-10</b>	<b>-</b>	<b>6 394 739</b>	<b>23 570</b>	<b>837 995</b>	<b>861 565</b>	<b>-</b>	<b>7 256 303</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>7 256 315</b>
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IFRIC (3)																
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraité</b>	<b>530 879</b>	<b>5 863 870</b>	<b>-10</b>	<b>-</b>	<b>6 394 739</b>	<b>23 570</b>	<b>837 995</b>	<b>861 565</b>	<b>-</b>	<b>7 256 303</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>7 256 315</b>
Augmentation / réduction de capital	-4 360	-	-	-	-4 360	-	-	-	-	-4 360	-	-	-	-	-	-4 360
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-32 509	-	-	-32 509	-	-	-	-	-32 509	-	-	-	-	-	-32 509
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-1	-	-	-1	-	-	-	-	-1	-	-	-	-	-	-1
Mouvements liés aux paiements en actions	-	1 019	-	-	1 019	-	-	-	-	1 019	-	-	-	-	-	1 019
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-4 360	-31 491	-	-	-35 851	-	-	-	-	-35 851	-	-	-	-	-	-35 851
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	211	-	-	211	408	311 108	311 516	-	311 727	-	-	-	-	-	311 727
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	206	-	-	206		-206	-206	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	6	-	-	6	-1 197	-147	-1 344	-	-1 338	-	-	-	-	-	-1 338
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	303 281	303 281	-	-	-	-	-	303 281
Autres variations	-	11	-	-	11	-	-	-	-	11	-1	-1	-	-1	-2	9
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024</b>	<b>526 519</b>	<b>5 832 607</b>	<b>-10</b>	<b>-</b>	<b>6 359 116</b>	<b>22 781</b>	<b>1 148 955</b>	<b>1 171 736</b>	<b>303 281</b>	<b>7 834 133</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>7 834 143</b>

## (1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitements de consolidation. Les capitaux propres enregistrent une progression de + 577 828 milliers d'euros sur l'exercice 2024, passant de 7 256 315 milliers d'euros au 31 décembre 2023 à 7 834 143 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Cette variation provient essentiellement des éléments suivants :

-réduction de capital souscrit par les sociétaires des Caisses locales : (4 360) milliers d'euros, hors titres auto détenus pour 10 milliers d'euros,

-distribution de dividendes sur l'exercice pour (32 509) milliers d'euros, dont (19 258) milliers d'euros au titre de la rémunération des certificats coopératifs d'associés détenus par la SACAM Mutualisation et (13 221) milliers d'euros au titre de la rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des Caisses locales,

**Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>358 484</b>	<b>337 958</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		31 220	27 843
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-3 764	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		71 790	67 456
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-3 808	-3 311
Résultat net des activités d'investissement		1 509	539
Résultat net des activités de financement		4 461	3 467
Autres mouvements (1)		-66 944	-66 721
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>34 464</b>	<b>29 273</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-765 162	649 057
Flux liés aux opérations avec la clientèle		178 037	-1 203 229
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-678 706	54 560
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		28 228	-202 052
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (2)		1 624	1 506
Impôts versés		-39 880	-62 837
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-1 275 859	-762 995
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>-882 911</b>	<b>-395 764</b>
Flux liés aux participations (3)		-89 528	10 706
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		-11 235	-61 222
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>-100 763</b>	<b>-50 516</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (4)		-36 840	-110 726
Autres flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (5)		14 411	-48 534
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>-22 429</b>	<b>-159 260</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>		<b>-1 006 103</b>	<b>-605 540</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		<b>1 696 276</b>	<b>2 301 876</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		129 203	132 590
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		1 567 073	2 169 286
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		<b>690 090</b>	<b>1 696 276</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		140 101	129 203
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		549 989	1 567 073
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>		<b>-1 006 186</b>	<b>-605 600</b>

\* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées

\*\* Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).

- (1)

« autres mouvement » pour 66 944 milliers d’euros dont - neutralisation de plus-values de cession d’immeubles par CFL pour 35 498 milliers d’euros,
- (2)

Correspond au versement des dividendes de CA Next Bank pour 1 624 milliers d’euros.
- (3)

Recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 « Principales opérations de structure et événements significatifs de la période ». Au cours de l’exercice 2024, l’impact net des acquisitions sur la trésorerie s’élève à 89 528 milliers d’euros, portant essentiellement sur
  - libération du solde de l’augmentation de capital de SACAM Avenir pour 3 732 milliers d’euros,
  - augmentation de capital de 67 000 milliers d’euros de CAISCE, décaissé pour 45 000 milliers d’euros,
  - augmentation de capital de 92 000 milliers d’euros de CACEDI, décaissé pour 29 000 milliers d’euros
  - augmentation de capital de 66 000 milliers d’euros de CACECI, décaissé pour 31 000 milliers d’euros,
- (4)

Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend notamment le paiement des dividendes versés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à ses actionnaires, ainsi que la variation du capital des Caisses locales :
  - Décaissement de (19 258) milliers d’euros au titre de la rémunération des Certificats Coopératifs d’Associés détenus par la SACAM Mutualisation relatif à l’exercice 2023,
  - Décaissement de (13 221) milliers d’euros liés à la rémunération des intérêts aux parts sociales des sociétaires des Caisses locales.
- (5)

Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement sont liés à :
  - l’émission de parts de la nouvelle titrisation CA Habitat 2024 pour 25 900 milliers d’euros,
  - le décaissement de 10 826 milliers d’euros liés aux intérêts payés sur les comptes courants des Caisses locales.

03 ÉNOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS

Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu’adoptées par l’Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l’application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l’adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu’adoptées par l’Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l’application est obligatoire pour la première fois sur l’exercice 2024.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
Amendement IAS 1 - Présentation des états financiers - Classification des passifs courants et passifs non courants	1er janvier 2024	Non
Amendement IFRS 16 - Contrats de location - Dette locative dans une opération de cession-bail	1er janvier 2024	Non
Amendement IAS 1 - Présentation des états financiers - Dettes non courantes avec covenants	1er janvier 2024	Non
Amendement IAS / IFRS 7 - Opérations d’affacturage	1er janvier 2024	Non

Normes et interprétations non encore adoptées par l’Union européenne au 31 décembre 2024

Les normes et interprétations publiées par l’IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l’Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n’entreront en vigueur d’une manière obligatoire qu’à partir de la date prévue par l’Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d’adoption par l’Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l’état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d’analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

**IFRS 9/IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers**

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026, sous réserve d’adoption par l’Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d’entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d’analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

**Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l’IASB pouvant affecter le Groupe**

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 27 - Fusion entre une société mère et sa filiale dans des états financiers individuels	30 janvier 2024	Non
IAS 37 - Engagements liés au climat	29 avril 2024	Non(*)
IFRS 3 - Paiements subordonnés à l'emploi continu pendant les périodes de transfert	29 avril 2024	Non
IFRS 8 - Disclosure des revenus et des dépenses pour les segments à présenter	29 juillet 2024	Non

(\*) Compte tenu des engagements pris par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au 31 décembre 2024 aucune provision n’est à comptabiliser.

**Principes et méthodes comptables**

**Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers**

Étant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l’établissement des états financiers exigent la formulation d’hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d’intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d’activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation. Cette liste n’est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d’hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les actifs et les passifs des contrats d’assurance ;
- les actifs et les passifs des contrats de réassurance ;
- les passifs des contrats d’investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock options ;

- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

### **Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)**

#### **Définitions**

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation/ provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

#### **Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers**

##### **Évaluation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

##### **Évaluation ultérieure**

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

#### **Actifs financiers**

##### **Classement et évaluation des actifs financiers**

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieure.



Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

### **Instruments de dette**

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

### **Les trois modèles de gestion :**

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;

- Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et

- Le modèle « Autre/Vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre/vente.

Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

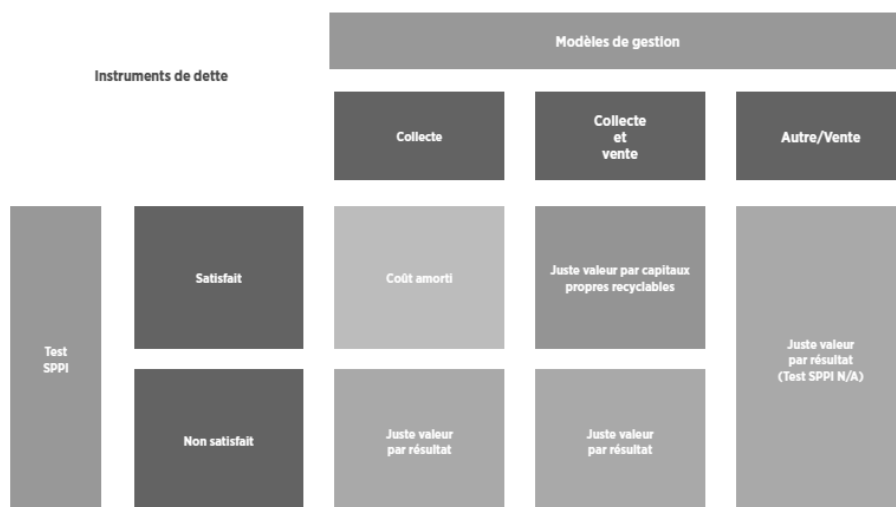
Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « look-through » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

## Instruments de dette



### Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle

« Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation/Provisionnement pour risque de crédit ».

### Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation/Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

### Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test

« SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

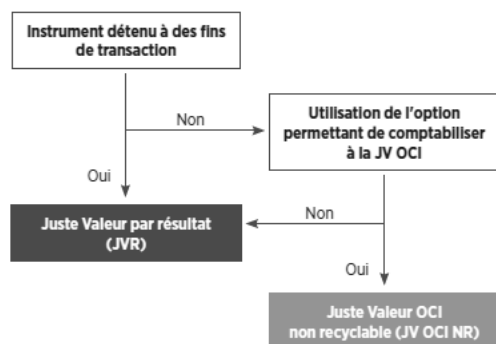
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

### Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



### Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

### Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- Il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

**Acquisition et cession temporaire de titres**

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

**Décomptabilisation des actifs financiers**

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre- est continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

**Intérêts pris en charge par l'État (IAS 20)**

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du Groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'État. En conséquence, ces entités perçoivent de l'État une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

**Passifs financiers****Classement et évaluation des passifs financiers**

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

**Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature**

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

**Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

#### **Passifs financiers évalués au coût amorti**

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **Produits de la collecte**

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le Groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole

S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

#### **Reclassement des passifs financiers**

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

#### **Distinction dettes – capitaux propres**

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou

- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou

- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

#### **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêts négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

#### **Dépréciation/provisionnement pour risque de crédit**

### Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre- est comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues («Expected Credit Losses» ou «ECL») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 «Risques et Pilier 3».

### Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

**1ère étape (Stage 1) :** dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie...), la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.

**2ème étape (Stage 2) :** si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est comptabilise les pertes attendues à maturité.

**3ème étape (Stage 3) :** dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

### Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

-un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

-la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

#### **La notion de perte de crédit attendue « ECL »**

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### **Gouvernance et mesure des ECL**

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;

- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

#### **Dégradation significative du risque de crédit**

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Stages).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (Forward Looking Central) ;

- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

#### **Critère relatif**

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3 %.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

#### **Critère absolu**

-Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

-Le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2

-L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2. Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers. La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en Stage 1 et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :



- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Stage 3).

### **Restructurations pour cause de difficultés financières**

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques », les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple). En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt

« restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

### **Irrécouvrabilité**

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

### **Instruments financiers dérivés**

#### **Classement et évaluation**

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

À chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

### **La comptabilité de couverture**

#### **Cadre général**

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

#### **Documentation**

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;

-la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

### Évaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

**Couverture de juste valeur :** la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;

**Couverture de flux de trésorerie :** la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

**Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger :** la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

**Couverture de juste valeur :** seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

**Couverture de flux de trésorerie :** l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

**Couverture d'investissement net à l'étranger :** Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

### Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

### Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

#### Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est retient des cours mid-price comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

## **Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1**

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, qui sont disponibles/accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;

- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

## **Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité**

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

## **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

## **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

### **Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat**

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

#### **Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres**

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

#### **Provisions (dont IAS 37)**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;

-L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;

-La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

-La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.

-Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

### **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

-Les avantages à court terme ;

-Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;

-Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;

-Les indemnités de cessation d'emploi.

### **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

### **Avantages postérieurs à l'emploi**

#### **Régimes à prestations définies**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

-La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;

-Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation serait totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par

son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du Groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

### **Régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

### **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions. La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

### **Indemnités de cessation d'emploi**

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

### **Paielements fondés sur des actions (IFRS 2)**

La norme IFRS 2 Paiement fondés sur des actions impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le Groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (stock options, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.). Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle Black & Scholes. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

### **Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'Impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83% (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

### **Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

### **Impôts différés**

Certaines opérations réalisées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

- Soit par un regroupement d'entreprises.

### **Plus-values sur titres**

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la



catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

### Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

### Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

### Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le Groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le Groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	40 ans
Second œuvre	25 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 30 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 7 ans (dégressif ou linéaire)

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans

Logiciels	3 ans
-----------	-------

### Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du Groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

### Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent. Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
- Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
- Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

### Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

#### Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'en cours résiduel.

Pour les créances de location-financement, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

-S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

#### **Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**

#### **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

#### **Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le Groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du Groupe Crédit Agricole.

Ces attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Centre-est représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le Groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS. La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

#### **Notions de contrôle**

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après. Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détient la moitié ou moins de la moitié des

droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

### Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ;

- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;

- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

### Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

**Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) :** la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;

**Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe :** les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

## Regroupements d'entreprises – Écarts d'acquisition

### Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASU 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

À la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat.

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du "goodwill complet") ;

- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du "goodwill partiel").

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

### Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

#### **Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition**

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

#### **Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires**

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

-Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

-Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

### **PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE**

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

#### **Pilier 2 - Globe**

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15%, sont entrées en vigueur au 1er janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024. Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2024**

Au 31/12/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 1 66,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61 %) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 millions d'euros.

## GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est assurée par la Direction Contrôle Périodique Audit. Cette direction est rattachée au Directeur Général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre «Gestion des risques», comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

### Risque de crédit

(Cf. chapitre « Gestion des risques – Risques de crédit »)

### Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(En milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>1 369 842</b>	<b>-546</b>	-	-	-	-	<b>1 369 842</b>	<b>-546</b>	<b>1 369 296</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>1 369 842</b>	<b>-546</b>	-	-	-	-	<b>1 369 842</b>	<b>-546</b>	<b>1 369 296</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>147 447</b>	<b>-198</b>	-	-	-	-	<b>147 447</b>	<b>-198</b>	
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	321 809	-86	-	-	-	-	321 809	-86	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-174 862	7	-	-	-	-	-174 862	7	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-119	-	-	-	-	-	-119	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	



Autres	500	-	-	-	-	-	500	-	
<b>Total</b>	<b>1 517 289</b>	<b>-744</b>					<b>1 517 289</b>	<b>-744</b>	<b>1 516 545</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	8 218		-	-	-	-	8 218		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>1 525 507</b>	<b>-744</b>					<b>1 525 507</b>	<b>-744</b>	<b>1 524 763</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-	-	-	-	-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/ décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

#### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis Total à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>108 485</b>						<b>108 485</b>		<b>108 485</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>108 485</b>						<b>108 485</b>		<b>108 485</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>3 636</b>						<b>3 636</b>		
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	66 656	-2	-	-	-	-	66 656	-2	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-65 785	-	-	-	-	-	-65 785	-	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-2	-	-	-	-	-	2	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	2 765	-	-	-	-	-	2 765	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>112 121</b>						<b>112 121</b>		<b>112 121</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-3		-	-	-	-	-3		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>112 118</b>						<b>112 118</b>		<b>112 118</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore									

l'objet de mesures d'exécution									
--------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- (1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
- (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.
- (3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/ décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

#### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis Total à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>26 298 436</b>	<b>-56 987</b>	<b>2 957 112</b>	<b>-124 776</b>	<b>760 298</b>	<b>-323 798</b>	<b>30 015 846</b>	<b>-505 561</b>	<b>29 510 285</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-457 325	-12 023	385 917	30 855	71 408	-51 766	-	-32 934	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 496 851	5 332	1 496 851	-20 626			-	-15 294	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	1 115 332	-18 222	-1 115 332	43 675			-	25 453	
Transferts vers Stage 3 (1)	-102 517	935	-133 143	8 578	235 660	-59 313	-	-49 800	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	26 711	-68	137 541	-772	-164 252	7 547	-	6 707	
<b>Total après transferts</b>	<b>25 841 111</b>	<b>-69 010</b>	<b>3 343 029</b>	<b>-93 921</b>	<b>831 706</b>	<b>-375 564</b>	<b>30 015 846</b>	<b>-538 495</b>	<b>29 477 351</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>77 774</b>	<b>7 408</b>	<b>-153 919</b>	<b>-55 046</b>	<b>-109 326</b>	<b>38 166</b>	<b>-185 471</b>	<b>-9 472</b>	
Nouvelle production : achat, octroi,	3 488 846	-12 081	405 402	-29 312			3 894 248	-41 393	
origination... (2)									
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-3 359 443	9 817	-559 320	17 235	-87 198	64 810	-4 005 961	91 862	
Passages à perte					-21 822	17 494	-21 822	17 494	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-1	-	-306	68	-307	68	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		9 672		-42 969		-49 326		-82 623	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-51 629	-	-	-	-	5 120	-51 629	5 120	
<b>Total</b>	<b>25 918 885</b>	<b>-61 602</b>	<b>3 189 110</b>	<b>-148 967</b>	<b>722 380</b>	<b>-337 398</b>	<b>29 830 375</b>	<b>-547 967</b>	<b>29 282 408</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	13 951		-1 248		43 044		55 747		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>25 932 836</b>	<b>-61 602</b>	<b>3 187 862</b>	<b>-148 967</b>	<b>765 424</b>	<b>-337 398</b>	<b>29 886 122</b>	<b>-547 967</b>	<b>29 338 155</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

- (1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
- (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.
- (3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/ décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

#### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis Total à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		

(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>54 242</b>	<b>-27</b>	-	-	-	-	<b>54 242</b>	<b>-27</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>54 242</b>	<b>-27</b>	-	-	-	-	<b>54 242</b>	<b>-27</b>
<b>Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>11 943</b>	<b>-31</b>	-	-	-	-	<b>11 943</b>	<b>-31</b>
Réévaluation de juste valeur sur la période	576	-	-	-	-	-	576	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	19 721	-15	-	-	-	-	19 721	-15
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-8 354	6	-	-	-	-	-8 354	6
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-22	-	-	-	-	-	-22
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>66 185</b>	<b>-58</b>	-	-	-	-	<b>66 185</b>	<b>-58</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	550	-	-	-	-	-	550	-
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>66 735</b>	<b>-58</b>	-	-	-	-	<b>66 735</b>	<b>-58</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

#### Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit-Agricole)

(En milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>2 583 531</b>	<b>-7 014</b>	<b>118 748</b>	<b>-7 349</b>	<b>27 118</b>	<b>-2 236</b>	<b>2 729 397</b>	<b>-16 599</b>	<b>2 712 798</b>
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-46 604	-514	40 638	581	5 966	-319	-	-252	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-67 042	228	67 042	-606	-	-	-	-378	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	24 212	-755	-24 212	1 125	-	-	-	370	
Transferts vers Stage 3 (1)	-4 499	14	-2 452	63	6 951	-321	-	-244	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	725	-1	260	-1	-985	2	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>2 536 927</b>	<b>-7 528</b>	<b>159 386</b>	<b>-6 768</b>	<b>33 084</b>	<b>-2 555</b>	<b>2 729 397</b>	<b>-16 851</b>	<b>2 712 546</b>
<b>Variations des montants de l'engagement et</b>	<b>-283 548</b>	<b>-841</b>	<b>-6 967</b>	<b>215</b>	<b>-17 909</b>	<b>1 410</b>	<b>-308 424</b>	<b>784</b>	

<b>des corrections de valeur pour pertes</b>									
Nouveaux engagements donnés (2)	890 665	-3 938	66 619	-3 099			957 284	-7 037	
Extinction des engagements	-1 173 405	3 465	-73 593	3 847	-22 789	1 577	-1 269 787	8 889	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-365		-533		-167		-1 065	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-808	-3	7	4	4 880	-	4 079	3	
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>2 253 379</b>	<b>-8 369</b>	<b>152 419</b>	<b>-6 553</b>	<b>15 175</b>	<b>-1 145</b>	<b>2 420 973</b>	<b>-16 067</b>	<b>2 404 906</b>

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

#### Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
(En milliers d'euros)	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>875 485</b>	<b>-1 399</b>	<b>36 068</b>	<b>-6 241</b>	<b>22 954</b>	<b>-13 094</b>	<b>934 507</b>	<b>-20 734</b>	<b>913 773</b>
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-8 295	58	3 107	-670	5 188	-	-	-612	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-9 925	172	9 925	-1 004			-	-832	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	7 111	-114	-7 111	334			-	220	
Transferts vers Stage 3 (1)	-5 497	1	-827	1	6 324	-2	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	16	-1	1 120	-1	-1 136	2	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>867 190</b>	<b>-1 341</b>	<b>39 175</b>	<b>-6 911</b>	<b>28 142</b>	<b>-13 094</b>	<b>934 507</b>	<b>-21 346</b>	<b>913 161</b>
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-92 681	-201	-6 932	-1 232	-6 992	2 350	-106 605	917	
Nouveaux engagements donnés (2)	55 664	-500	7 977	-3 168			63 641	-3 668	
Extinction des engagements	-148 345	463	-14 909	3 644	-7 204	2 824	-170 458	6 931	
Passages à perte			-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-164		-1 708		-474		-2 346	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	

Au 31 décembre 2024	774 509	-1 542	32 243	-8 143	21 150	-10 744	827 902	-20 429	807 473
---------------------	---------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------

- (1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
- (2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

(En milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2024				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	436 580	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	33 378	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	403 202	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	152 006	-	-	-	-	-
Total	588 586	-	-	-	-	-

(En milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2023				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	416 081	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	32 308	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	383 773	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	243 286	-	-	-	-	-
Total	659 367	-	-	-	-	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

(En milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2024				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit

<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>66 735</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>66 735</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>30 975 036</b>	<b>16 227</b>	<b>10 232 827</b>	<b>796 519</b>	<b>8 270 079</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	428 026	16 227	21 270	1 939	21 992	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	112 118	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	29 338 155	16 227	10 232 827	796 519	8 270 079	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	428 026	16 227	21 270	1 939	21 992	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>1 524 763</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>31 041 771</b>	<b>16 227</b>	<b>10 232 827</b>	<b>796 519</b>	<b>8 270 079</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	428 026	16 227	21 270	1 939	21 992	-

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Autres techniques de rehaussement de crédit	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>54 242</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>54 242</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>30 988 066</b>	<b>69 036</b>	<b>10 446 342</b>	<b>724 665</b>	<b>8 273 637</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	436 500	69 036	17 107	1 735	26 835	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	108 485	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	29 510 285	69 036	10 446 342	724 665	8 261 670	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	436 500	69 036	17 107	1 735	26 835	-
<b>Titres de dettes</b>	<b>1 369 296</b>	-	-	-	-	11 967

dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>31 042 308</b>	<b>69 036</b>	<b>10 446 342</b>	<b>724 665</b>	<b>8 273 637</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	436 500	69 036	17 107	1 735	26 835	-

**Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement**

(En milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2024				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	807 473	-	-	-	-	-
dont :						
engagements provisionnés en date de clôture	10 406	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 404 906	-	154 498	42 826	173 766	-
dont :						
engagements provisionnés en date de clôture	14 030	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 212 379</b>	<b>-</b>	<b>154 498</b>	<b>42 826</b>	<b>173 766</b>	<b>-</b>
dont :						
engagements provisionnés en date de clôture	24 436	-	-	-	-	-

(En milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2023				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	913 773	-	-	-	-	-
dont :						
engagements provisionnés en date de clôture	9 860	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 712 798	-	242 926	44 609	258 729	-
dont :						
engagements	24 882	-	-	-	-	-

provisionnés en date de clôture						
<b>Total</b>	<b>3 626 571</b>	<b>-</b>	<b>242 926</b>	<b>44 609</b>	<b>258 729</b>	<b>-</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	34 742	-	-	-	-	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et au tres garanties ».

#### Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'euros)	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>1</b>	<b>522</b>	<b>37 698</b>
Valeur comptable brute avant modification	1	523	38 004
Gains ou pertes nets de la modification	-	-1	-306
<b>Titres de dettes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit », les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(En milliers d'euros)	Valeur comptable brute - Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
<b>Total</b>	<b>-</b>

#### Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

#### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risques de crédit ».

#### Actifs tableau financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		<b>Au 31 décembre 2024</b>
--	--	----------------------------



(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	17 405 144	-5 784	345 944	-2 172			17 743 132
	0,5% < PD ≤ 2%	1 988 443	-6 911	832 093	-15 103			2 798 522
	2% < PD ≤ 20%	781 334	-15 266	865 423	-58 895			1 572 596
	20% < PD < 100%			50 250	-6 533			43 717
	PD = 100%					459 108	-192 858	266 250
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>20 174 921</b>	<b>-27 961</b>	<b>2 093 710</b>	<b>-82 703</b>	<b>459 108</b>	<b>-192 858</b>	<b>22 424 217</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	5 783 004	-8 247	226 817	-3 968			5 997 606
	0,6% < PD < 12%	1 612 536	-26 138	590 913	-34 274			2 143 037
	12% ≤ PD < 100%			276 422	-28 022			248 400
	PD = 100%					306 316	-144 540	161 776
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>7 395 540</b>	<b>-34 385</b>	<b>1 094 152</b>	<b>-66 264</b>	<b>306 316</b>	<b>-144 540</b>	<b>8 550 819</b>
<b>Total</b>		<b>27 570 461</b>	<b>-62 346</b>	<b>3 187 862</b>	<b>-148 967</b>	<b>765 424</b>	<b>-337 398</b>	<b>30 975 036</b>

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	17 661 913	280 177		17 942 090
	0,5% < PD ≤ 2%	1 974 190	917 225		2 891 415
	2% < PD ≤ 20%	653 506	992 314		1 645 820
	20% < PD < 100%		49 199		49 199

	PD = 100%			411 944	411 944
Total Clientèle de détail		20 289 609	2 238 915	411 944	22 940 468
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	5 696 316	185 761		5 882 077
	0,6% < PD ≤ 12%	1 790 838	456 168		2 247 006
	12% ≤ PD < 100%		76 268		76 268
	PD = 100%			348 354	348 354
Total Hors clientèle de détail		7 487 154	718 197	348 354	8 553 705
Dépréciations		-57 533	-124 776	-323 798	-506 107
Total		27 719 230	2 832 336	436 500	30 988 066

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	66 793	-58	-	-	-	-	66 735
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-

<b>Total Hors clientèle de détail</b>	<b>66 793</b>	<b>-58</b>	-	-	-	-	<b>66 735</b>
<b>Total</b>	<b>66 793</b>	<b>-58</b>	-	-	-	-	<b>66 735</b>

		Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains			
(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
<b>Clientèle de détail</b>	PD ≤ 0,5 %	-	-	-	-
	0,5 % < PD ≤ 2 %	-	-	-	-
	2 % < PD ≤ 20 %	-	-	-	-
	20 % < PD < 100 %	-	-	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-
<b>Total Clientèle de détail</b>		-	-	-	-
<b>Hors clientèle de détail</b>	PD ≤ 0,6 %	54 243	-	-	54 243
	0,6 % < PD < 12 %	-	-	-	-
	12 % ≤ PD < 100 %	-	-	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-
	<b>Total Hors clientèle de détail</b>	<b>54 243</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54 243</b>
<b>Dépréciations</b>		-	-	-	-
<b>Total</b>		<b>54 242</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54 242</b>

## Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	
(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)
<b>Clientèle de détail</b>	PD ≤ 0,5 %	865 126	-545	8 306	-42	-	-
	0,5 % < PD ≤ 2 %	111 638	-593	16 727	-169	-	-
	2 % < PD ≤ 20 %	58 620	-1 757	24 119	-1 715	-	-
	20 % < PD < 100 %	-	-	1 112	-188	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-	5 176	-381
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>1 035 384</b>	<b>-2 895</b>	<b>50 294</b>	<b>-2 114</b>	<b>5 176</b>	<b>-381</b>
<b>Hors clientèle de détail</b>	PD ≤ 0,6 %	930 970	-1309	17 158	-308	-	-
	0,6 % < PD < 12 %	287 025	-4 165	72 902	-2 380	-	-
	12 % ≤ PD < 100 %	-	-	12 065	-1 751	-	-
	PD = 100 %	-	-	-	-	9 999	-764
	<b>Total Hors clientèle de détail</b>	<b>1 217 995</b>	<b>-5 474</b>	<b>102 125</b>	<b>-4 439</b>	<b>9 999</b>	<b>-764</b>
<b>Total</b>		<b>2 253 379</b>	<b>-8 369</b>	<b>152 419</b>	<b>-6 553</b>	<b>15 175</b>	<b>-1 145</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	1 059 929	10 624	-	1 070 553
	0,5% < PD ≤ 2%	147 038	22 908	-	169 946
	2% < PD ≤ 20%	62 625	30 057	-	92 682
	20% < PD < 100%	-	1 716	-	1 716
	PD = 100%	-	-	5 916	5 916
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>1 269 592</b>	<b>65 305</b>	<b>5 916</b>	<b>1 340 813</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 079 997	13 015	-	1 093 012
	0,6% < PD < 12%	233 942	36 524	-	270 466
	12% ≤ PD < 100%	-	3 904	-	3 904
	PD = 100%	-	-	21 202	21 202
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>1 313 939</b>	<b>53 443</b>	<b>21 202</b>	<b>1 388 584</b>
<b>Provisions (1)</b>		<b>-7 014</b>	<b>-7 349</b>	<b>-2 236</b>	<b>-16 599</b>
<b>Total</b>		<b>2 576 517</b>	<b>111 399</b>	<b>24 882</b>	<b>2 712 798</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)   Catégories de risque de crédit		Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						Total
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5 %	56 327	-23	837	-17	-	-	57 124
	0,5 % < PD ≤ 2 %	5 461	-83	491	-60	-	-	5 809
	2 % < PD ≤ 20 %	1 819	-70	2 228	-438	-	-	3 539
	20 % < PD < 100 %	-	-	66	-25	-	-	41
	PD = 100 %	-	-	-	-	2 262	-429	1 833
Total Clientèle de détail		63 607	-176	3 622	-540	2 262	-429	68 346
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6 %	652 495	-441	2 342	-13	-	-	654 383
	0,6 % < PD < 12 %	58 407	-925	16 761	-3 139	-	-	71 104
	12 % ≤ PD < 100 %	-	-	9 518	-4 451	-	-	5 067
	PD = 100 %	-	-	-	-	18 888	-10 315	8 573
Total Hors clientèle de détail		710 902	-1 366	28 621	-7 603	18 888	-10 315	739 127

Total	774 509	-1 542	32 243	-8 143	21 150	-10 744	807 473
-------	---------	--------	--------	--------	--------	---------	---------

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023				
		Montant de l'engagement				
		Engagements sains			Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	61 972	831	-		62 803
	0,5% < PD ≤ 2%	5 348	2 388	-		7 736
	2% < PD ≤ 20%	2 892	1 550	-		4 442
	20% < PD < 100%	-	178	-		178
	PD = 100%	-	-	3 217		3 217
Total Clientèle de détail		70 212	4 947	3 217		78 376
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	755 139	4 836	-		759 975
	0,6% < PD < 12%	50 134	19 479	-		69 613
	12% ≤ PD < 100%	-	6 806	-		6 806
	PD = 100%	-	-	19 737		19 737
Total Hors clientèle de détail		805 273	31 121	19 737		856 131
Provisions (1)		-1 399	-6 241	-13 094		-20 734
Total		874 086	29 827	9 860		913 773

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	1 921 635	-1 189	9 922	-170	-	-	1 931 557	1 907 728	-1 000	13 932	-175	-	-	1 921 660
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	386 588	-99	-	-	-	-	386 588	344 628	-73	-	-	-	-	344 628
Grandes entreprises	5 087 317	-33 097	1 084 230	-66 094	306 316	-144 540	6 477 863	5 234 798	-29 132	704 265	-39 664	348 354	-133 817	6 287 417
Clientèle de détail	20 174 921	-27 961	2 093 710	-82 703	459 108	-192 858	22 727 739	20 289 609	-27 328	2 238 915	-84 937	411 944	-189 981	22 940 468
Total	27 570 461	-62 346	3 187 862	-148 967	765 424	-337 398	31 523 747	27 776 763	-57 533	2 957 112	-124 776	760 298	-323 798	31 494 173

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés	Dont dépréciation	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés	Dont dépréciation	Total brut
	Actifs soumis à une	Dont dépréciation	Actifs soumis	Dont dépréciation				Actifs soumis à une	Dont dépréciation	Actifs soumis	Dont dépréciation			

	ECL 12 mois (Stage 1)	des actifs à la JV par OCI - Stage 1	à une ECL à maturité (Stage 2)	on des actifs à la JV par OCI - Stage 2	(Stage 3)	des actifs à la JV par OCI - Stage 3		ECL 12 mois (Stage 1)	des actifs à la JV par OCI - Stage 1	à une ECL à maturité (Stage 2)	on des actifs à la JV par OCI - Stage 2	(Stage 3)	des actifs à la JV par OCI - Stage 3	
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	16 132	-20	-	-	-	-	16 132	16 103	-14	-	-	-	-	16 103
Grandes entreprises	50 603	-38	-	-	-	-	50 603	38 139	-13	-	-	-	-	38 139
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>66 735</b>	<b>-58</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>66 735</b>	<b>54 242</b>	<b>-27</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54 242</b>

## Dettes envers la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration générale	16 824	13 143
Grandes entreprises	3 755 346	3 736 236
Clientèle de détail	8 015 638	7 847 101
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>11 787 808</b>	<b>11 596 480</b>

## Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3) (1)	Total brut
Administration générale	41 084	-25	1 421	-68	-	-	42 505	76 602	-42	2 557	-83	-	-	79 159
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	1 176 911	-5 449	100 704	-4 371	9 999	-764	1 287 614	1 237 337	-4 207	50 886	-4 904	21 202	-1 825	1 309 425
Clientèle de détail	1 035 384	-2 895	50 294	-2 114	5 176	-381	1 090 854	1 269 592	-2 765	65 305	-2 362	5 916	-411	1 340 813
<b>Total</b>	<b>2 253 379</b>	<b>-8 369</b>	<b>152 419</b>	<b>-6 553</b>	<b>15 175</b>	<b>-1 145</b>	<b>2 420 973</b>	<b>2 583 531</b>	<b>-7 014</b>	<b>118 748</b>	<b>-7 349</b>	<b>27 118</b>	<b>-2 236</b>	<b>2 729 397</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 3) (1)	Total brut

Administration générale	4 855	-1	-	-	-	-	4 855	4 855	-1	-	-	-	-	4855
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	15 601	-	-	-	315	-	15 916	15 419	-	-	-	2 698	-	18 117
Grandes entreprises	690 446	-1 365	28 621	-7 603	18 573	-10 315	737 640	784 999	-1 170	31 121	-5 526	17 039	-12 460	833 159
Clientèle de détail	63 607	-176	3 622	-540	2 262	-429	69 491	70 212	-228	4 947	-715	3 217	-634	78 376
<b>Total</b>	<b>774 509</b>	<b>-1 542</b>	<b>32 243</b>	<b>-8 143</b>	<b>21 150</b>	<b>-10 744</b>	<b>827 902</b>	<b>875 485</b>	<b>-1 399</b>	<b>36 068</b>	<b>-6 241</b>	<b>22 954</b>	<b>-13 094</b>	<b>934 507</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### Concentrations du risque de crédit par zone géographique

##### Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains			Total	Actifs sains			Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	
France (y compris DROM-COM)	26 907 473	3 152 737	748 177	<b>30 808 387</b>	27 135 048	2 915 563	747 237	<b>30 797 848</b>
Autres pays de l'Union européenne	42 309	10 362	2 462	<b>55 133</b>	246 076	3 309	536	<b>249 921</b>
Autres pays d'Europe	342 409	23 040	13 676	<b>379 125</b>	355 745	35 493	11 957	<b>403 195</b>
Amérique du Nord	10 398	518	6	<b>10 922</b>	10 380	399	16	<b>10 795</b>
Amériques centrale et du Sud	464	1	465	<b>930</b>	580	732	-	<b>1 312</b>
Afrique et Moyen-Orient	12 296	1 105	637	<b>14 038</b>	13 297	1 279	513	<b>15 089</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	14 100	99	1	<b>14 200</b>	15 006	337	39	<b>15 382</b>
Japon	580	-	-	<b>580</b>	631	-	-	<b>631</b>
Organismes supra-nationaux	240 432	-	-	<b>240 432</b>	-	-	-	<b>-</b>
Dépréciations	-62 346	-148 967	-337 398	<b>-548 711</b>	-57 533	-124 776	-323 798	<b>-506 107</b>
<b>Total</b>	<b>27 508 115</b>	<b>3 038 895</b>	<b>428 026</b>	<b>30 975 036</b>	<b>27 719 230</b>	<b>2 832 336</b>	<b>436 500</b>	<b>30 988 066</b>

##### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains			Total	Actifs sains			Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	
France (y compris DROM-COM)	27 655	-	-	<b>27 655</b>	26 289	-	-	<b>26 289</b>
Autres pays de l'Union européenne	34 049	-	-	<b>34 049</b>	27 858	-	-	<b>27 858</b>
Autres pays d'Europe	2 480	-	-	<b>2 480</b>	-	-	-	<b>-</b>

Amérique du Nord	2 551	-	-	2 551	95	-	-	95
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>66 735</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>66 735</b>	<b>54 242</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54 242</b>

**Dettes envers la clientèle par zone géographique**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	11 594 040	11 408 726
Autres pays de l'Union européenne	41 087	38 509
Autres pays d'Europe	107 399	104 061
Amérique du Nord	20 073	20 204
Amériques centrale et du Sud	2 501	2 239
Afrique et Moyen-Orient	12 912	13 730
Asie et Océanie (hors Japon)	7 832	7 079
Japon	1 964	1 932
Organismes supra-nationaux	-	-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>11 787 808</b>	<b>11 596 480</b>

**Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	2 236 258	147 388	15 170	2 398 816	2 567 821	118 421	27 117	2 713 359
Autres pays de l'Union européenne	2 097	4 620	-	6 717	1 799	25	-	1 824
Autres pays d'Europe	5 351	365	5	5 721	12 652	240	1	12 893
Amérique du Nord	8 448	5	-	8 453	257	22	-	279
Amériques centrale et du Sud	34	2	-	36	32	3	-	35
Afrique et Moyen-Orient	924	17	-	941	696	15	-	711
Asie et Océanie (hors Japon)	258	22	-	280	268	22	-	290
Japon	9	-	-	9	6	-	-	6
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-8 369	-6 553	-1 145	-16 067	-7 014	-7 349	-2 236	-16 599
<b>Total</b>	<b>2 245 010</b>	<b>145 866</b>	<b>14 030</b>	<b>2 404 906</b>	<b>2 576 517</b>	<b>111 399</b>	<b>24 882</b>	<b>2 712 798</b>



(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	774 509	32 243	21 150	827 902	875 485	36 068	22 954	934 507
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-1 542	-8 143	-10 744	-20 429	-1 399	-6 241	-13 094	-20 734
Total	772 967	24 100	10 406	807 473	874 086	29 827	9 860	913 773

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(En milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
	Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-

<b>Prêts et créances</b>	<b>105 408</b>	<b>18 326</b>	<b>-</b>	<b>73 085</b>	<b>32 095</b>	<b>-</b>	<b>14 264</b>	<b>20 093</b>	<b>205 607</b>
Administration générale	427	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	52 864	14 107	-	17 211	6 019	-	5 351	3 991	68 529
Clientèle de détail	52 117	4 219	-	55 874	26 076	-	8 913	16 102	137 078
<b>Total</b>	<b>105 408</b>	<b>18 326</b>	<b>-</b>	<b>73 085</b>	<b>32 095</b>	<b>-</b>	<b>14 264</b>	<b>20 093</b>	<b>205 607</b>

(En milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>258 299</b>	<b>5 140</b>	<b>-</b>	<b>88 916</b>	<b>28 969</b>	<b>-</b>	<b>11 206</b>	<b>14 233</b>	<b>165 859</b>
Administration générale	25 452	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	177 968	1 936	-	15 065	3 786	-	1 589	1 594	49 615
Clientèle de détail	54 879	3 204	-	73 851	25 183	-	9 617	12 639	116 244
<b>Total</b>	<b>258 299</b>	<b>5 140</b>	<b>-</b>	<b>88 916</b>	<b>28 969</b>	<b>-</b>	<b>11 206</b>	<b>14 233</b>	<b>165 859</b>

### Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au risque souverain sont les suivantes :

### Activité bancaire

31/12/2024	Expositions nettes de dépréciations
------------	-------------------------------------

(En milliers d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	4 369	-	-	4 369	-	4 369
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	107	-	-	107	-	107
Brésil	-	302	-	-	302	-	302
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Égypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	758	-	-	758	-	758
États-Unis	-	432	-	-	432	-	432
France	-	2 554	-	780 123	782 677	-2 122	780 555
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	2 301	-	-	2 301	-	2 301
Japon	-	306	-	-	306	-	306
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	268	-	-	268	-	268
Royaume-Uni	-	49	-	-	49	-	49
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	128	-	-	128	-	128
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	1 614	-	-	1 614	-	1 614
<b>Total</b>	-	<b>13 188</b>	-	<b>780 123</b>	<b>793 311</b>	<b>-2 122</b>	<b>791 189</b>

31/12/2023 (En milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	6 057	-	-	6 057	-	6 057
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	886	-	-	886	-	886
Brésil	-	952	-	-	952	-	952
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Égypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	2 086	-	-	2 086	-	2 086
États-Unis	-	1 487	-	-	1 487	-	1 487
France	-	2 818	-	721 531	724 349	-	724 349
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	3 388	-	-	3 388	-	3 388
Japon	-	1 277	-	-	1 277	-	1 277
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	562	-	-	562	-	562
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	437	-	-	437	-	437
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	4 523	-	-	4 523	-	4 523
<b>Total</b>	-	<b>24 473</b>	-	<b>721 531</b>	<b>746 004</b>	-	<b>746 004</b>

**Risque de marché**

(Cf. Rapport de gestion « Politique de couverture des risques »)

**Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle**

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

**Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	9 509	57 434	85 063	152 006
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	9 509	57 434	85 063	152 006
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>9 509</b>	<b>57 434</b>	<b>85 063</b>	<b>152 006</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	3 822	106 777	132 687	243 286
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	3 822	106 777	132 687	243 286
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>3 822</b>	<b>106 777</b>	<b>132 687</b>	<b>243 286</b>

**Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	883	9 332	89 442	99 657
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	883	9 332	89 442	99 657
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>883</b>	<b>9 332</b>	<b>89 442</b>	<b>99 657</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023				Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	4	1 564	64 668	66 236	
Instruments de devises	-	-	-	-	
Autres instruments	-	-	-	-	
Sous-total	4	1 564	64 668	66 236	
Opérations de change à terme	-	-	-	-	
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	4	1 564	64 668	66 236	

**Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 274	4 328	23 949	29 551
Instruments de devises et or	616	32	-	648
Autres instruments	-	15	372	387
Sous-total	1 890	4 375	24 321	30 586
Opérations de change à terme	2 787	5	-	2 792
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	4 677	4 380	24 321	33 378

(En milliers d'euros)	31/12/2023				Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	457	7 833	21 318	29 608	
Instruments de devises et or	128	-	-	128	
Autres instruments	-	94	738	832	
Sous-total	585	7 927	22 056	30 568	
Opérations de change à terme	1 734	6	-	1 740	
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	2 319	7 933	22 056	32 308	

**Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 274	4 328	22 053	27 655
Instruments de devises et or	616	32	-	648
Autres instruments	-	40	1 306	1 346
Sous-total	1 890	4 400	23 359	29 649
Opérations de change à terme	2 680	2	-	2 682
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	4 570	4 402	23 359	32 331

(En milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	457	7 833	18 553	26 843
Instruments de devises et or	128	-	-	128
Autres instruments	-	30	433	463
Sous-total	585	7 863	18 986	27 434
Opérations de change à terme	1 628	5	-	1 633
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	2 213	7 868	18 986	29 067

**Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	6 857 844	6 787 549
Instruments de devises et or	115 386	57 462
Autres instruments	1 450	1 450
Sous-total	6 974 680	6 846 461
Opérations de change à terme	237 304	212 290
<b>Total Notionnels</b>	<b>7 211 984</b>	<b>7 058 751</b>

**Risque de change**

(Cf. Rapport de gestion « Politique de couverture des risques »).

**Risque de liquidité et de financement**

(Cf. Rapport de gestion « Politique de couverture des risques »).

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	31/12/2024					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	675 220	181 828	2 498 554	278 996	-	3 634 598
Prêts et créances émis sur la clientèle	1 559 940	2 520 453	9 688 947	16 088 030	28 752	29 886 122

(dont location financement)						
<b>Total</b>	<b>2 235 160</b>	<b>2 702 281</b>	<b>12 187 501</b>	<b>16 367 026</b>	<b>28 752</b>	<b>33 520 720</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-547 967</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>32 972 753</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 738 814	38 596	2 227 311	199 911	-	<b>4 204 632</b>
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location financement)	1 581 271	2 358 569	9 680 433	16 318 513	77 060	<b>30 015 846</b>
<b>Total</b>	<b>3 320 085</b>	<b>2 397 165</b>	<b>11 907 744</b>	<b>16 518 424</b>	<b>77 060</b>	<b>34 220 478</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-505 561</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>33 714 917</b>

**Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 601 085	3 485 009	9 129 938	6 518 873	-	<b>20 734 905</b>
Dettes envers la clientèle	9 995 808	815 359	974 313	486	1 842	<b>11 787 808</b>
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>11 596 893</b>	<b>4 300 368</b>	<b>10 104 251</b>	<b>6 519 359</b>	<b>1 842</b>	<b>32 522 713</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	2 394 709	3 525 767	9 354 864	5 741 100	-	<b>21 016 440</b>
Dettes envers la clientèle	10 254 999	673 251	666 367	27	1 836	<b>11 596 480</b>
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>12 649 708</b>	<b>4 199 018</b>	<b>10 021 231</b>	<b>5 741 127</b>	<b>1 836</b>	<b>32 612 920</b>

**Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	Total

Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	1 392	3 000	-	-	4 392
Emprunts obligataires	516	-	-	99 310	-	99 826
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>516</b>	<b>1 392</b>	<b>3 000</b>	<b>99 310</b>	<b>-</b>	<b>104 218</b>
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	1 982	2 550	-	-	4 532
Emprunts obligataires	628	-	-	73 780	-	74 408
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>628</b>	<b>1 982</b>	<b>2 550</b>	<b>73 780</b>	<b>-</b>	<b>78 940</b>
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-

<b>Total Dettes subordonnées</b>	-	-	-	-	-	-
----------------------------------	---	---	---	---	---	---

#### Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	544	-	-	-	-	544

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	599 689	-	-	-	-	599 689

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

#### Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.).

#### Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

#### Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

#### Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

#### Instruments dérivés de couverture

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	152 006	99 657	5 324 534	243 286	66 236	5 542 421
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>152 006</b>	<b>99 657</b>	<b>5 324 534</b>	<b>243 286</b>	<b>66 236</b>	<b>5 542 421</b>



<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
--	--	--	--	--	--	--

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse régionale du Crédit Agricole Centre-est n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2024 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Le Groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1er août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivé détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de sa portion couverte initialement.

#### Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	917 659	2 114 548	2 292 327	5 324 534
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	917 659	2 114 548	2 292 327	5 324 534
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	<b>917 659</b>	<b>2 114 548</b>	<b>2 292 327</b>	<b>5 324 534</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	519 530	2 699 644	2 323 247	5 542 421
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	519 530	2 699 644	2 323 247	5 542 421
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	<b>519 530</b>	<b>2 699 644</b>	<b>2 323 247</b>	<b>5 542 421</b>

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de juste valeur (y compris cessation de couverture)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de juste valeur (y compris cessation de couverture)	Montant notionnel - 2023
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Marchés organisés et de gré à gré	19 950	23 322	-9 572	489 553	26 023	11 051	-15 978	387 200
Taux d'intérêt	19 950	23 322	-9 572	489 553	26 023	11 051	-15 978	387 200
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	19 950	23 322	-9 572	489 553	26 023	11 051	-15 978	387 200
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	132 056	35 335	-82 416	4 834 981	217 263	55 185	-153 529	5 155 221
Total couverture de juste valeur	152 006	59 657	-91 988	5 324 534	243 286	66 236	-169 507	5 542 421

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Éléments couverts

Micro-couvertures (En milliers d'euros)	31/12/2024							
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								

Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	484 615	-4 938		9 459	384 251	-14 397		15 829
Taux d'intérêt	484 615	-4 938		9 459	384 251	-14 397		15 829
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	484 615	-4 938		9 459	384 251	-14 397		15 829
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif								

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures  (En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur ouvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur ouvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	4 421 448	-	4 635 955	-
Total - Actifs	4 421 448	-	4 635 955	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	333 607	-	328 197	-101
Total - Passifs	333 607	-	328 197	-101

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les	Variation de juste valeur sur les éléments couverts	Part de l'inefficacité de la	Variation de juste valeur sur les	Variation de juste valeur sur les éléments couverts	Part de l'inefficacité

	instruments de couverture (y compris cessation de couverture)	(y compris cessations de couverture)	couverture	instruments de couverture (y compris cessation de couverture)	(y compris cessations de couverture)	de la couverture
Taux d'intérêt	-91 988	91 522	-466	-169 507	168 100	-1 407
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	<b>-91 988</b>	<b>91 522</b>	<b>-466</b>	<b>-169 507</b>	<b>168 100</b>	<b>-1 407</b>

#### Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a pas recours à ce type de couverture.

#### Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion chapitre « Politique de couverture des risques »).

#### Gestion du capital et ratios réglementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A.. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

#### Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre « Risques et Pilier 3 ».

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

#### NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

##### Produits et charges d'intérêts

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Sur les actifs financiers au coût amorti</b>	<b>878 260</b>	<b>830 139</b>
Opérations avec les établissements de crédit	19 672	15 323
Opérations internes au Crédit Agricole	148 855	182 185
Opérations avec la clientèle	681 777	605 027
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	27 956	27 604
<b>Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 782</b>	<b>1362</b>
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	<b>1 782</b>	<b>1362</b>
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	187 665	161 902
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>1 067 707</b>	<b>993 403</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	-693 734	-618 315
Opérations avec les établissements de crédit	-10 812	-20 944
Opérations internes au Crédit Agricole	-600 242	-565 946
Opérations avec la clientèle	-78 808	-28 513
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-3 872	-2 912
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-89 195	-78 436
Autres intérêts et charges assimilées	-374	-231

<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-783 303</b>	<b>-696 982</b>
---------------------------	-----------------	-----------------

- (1) dont 23 704 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre 21 553 milliers d'euros au 31 décembre 2023.  
(2) dont 16 290 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'État au 31 décembre 2024 contre 16 253 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Les bonifications de l'État concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.

#### Produits et charges de commissions

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 007	-553	1 454	2 018	-577	1 441
Sur opérations internes au Crédit Agricole	42 482	-54 394	-11 912	48 204	-51 050	-2 846
Sur opérations avec la clientèle	20 537	-2 823	17 714	21 917	-2 863	19 054
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	835	-	835	660	-	660
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1 019	-	1 019	708	-	708
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	344 022	-35 331	308 691	321 499	-32 449	289 050
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	6 421	-	6 421	5 850	-	5 850
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>417 323</b>	<b>-93 101</b>	<b>324 222</b>	<b>400 856</b>	<b>-86 939</b>	<b>313 917</b>

#### Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	12 943	3 901
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-1 110	-1 089
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	12 936	12 564
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	22 550	34 996
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	4 248	4 872
Résultat de la comptabilité de couverture	-465	-1 407
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>51 102</b>	<b>53 837</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>70 346</b>	<b>-70 459</b>	<b>-113</b>	<b>83 080</b>	<b>-83 229</b>	<b>-149</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	39 959	-30 500	9 459	49 529	-33 700	15 829
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	30 387	-39 959	-9 572	33 551	-49 529	-15 978
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>430 445</b>	<b>-430 797</b>	<b>-352</b>	<b>591 243</b>	<b>-592 501</b>	<b>-1 258</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	256 430	-174 367	82 063	372 386	-220 115	152 271
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	174 015	-256 430	-82 415	218 857	-372 386	-153 529

Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>500 791</b>	<b>-501 256</b>	<b>-465</b>	<b>674 323</b>	<b>-675 730</b>	<b>-1 407</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

#### Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	48	-193
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	129 166	112 096
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>129 214</b>	<b>111 903</b>

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

#### Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Néant.

#### Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Néant.

#### Produits (charges) nets des autres activités

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-18	-9
Produits nets des immeubles de placement	57 118	37 040
Autres produits (charges) nets	16 120	14 584
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>73 220</b>	<b>51 615</b>

#### Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-255 726	-240 707
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-11 125	-17 483
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-146 176	-144 998
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-413 027</b>	<b>-403 188</b>

(1) Dont 1 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 4 538 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

#### Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est

(En milliers d'euros hors taxes)	KPMG		MAZARS		Total 2024
	2024	2023	2024	2023	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>247</b>	<b>249</b>	<b>130</b>	<b>117</b>	<b>377</b>
Émetteur	102	99	102	99	204
Filiales intégrées globalement	145	150	28	18	173
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	-	-	-	-	-
Émetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>17</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>23</b>
Émetteur	11	23	6	6	17
Filiales intégrées globalement	6	13	-	-	6

<b>Total</b>	<b>264</b>	<b>285</b>	<b>136</b>	<b>123</b>	<b>400</b>
--------------	------------	------------	------------	------------	------------

Le montant total des honoraires de KPMG, Commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 264 milliers d'euros, dont 247 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et ses filiales, et 17 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de Mazars, Commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 130 milliers d'euros, dont 124 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et ses filiales, et 6 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

Autres commissaires aux comptes intervenants sur les sociétés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est :

(En milliers d'euros hors taxes)	EY	
	31/12/24	31/12/23
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2	2
Services autres que la certification des comptes	23	19
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>21</b>

#### Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-31 771</b>	<b>-27 861</b>
Immobilisations corporelles (1)	-31 290	-27 443
Immobilisations incorporelles	-481	-418
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>551</b>	<b>16</b>
Immobilisations corporelles (2)	551	16
Immobilisations incorporelles	-	-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-31 220</b>	<b>-27 845</b>

(1) Dont 6 569 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 7 261 milliers d'euros au 31 décembre 2023

#### Coût du risque

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>-31 637</b>	<b>-1 376</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>-6 340</b>	<b>10 022</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-32	-23
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-4 813	7 410
Engagements par signature	-1 495	2 625
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>-25 297</b>	<b>-11 398</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-24 191	-10 200
Engagements par signature	-1 106	-1 198
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>-30 158</b>	<b>-56 046</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-33 599	-53 433
Engagements par signature	3 441	-2 613
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>-329</b>	<b>-497</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>5 044</b>	<b>-951</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>-57 080</b>	<b>-58 870</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-4 276	-2 614
Récupérations sur prêts et créances	870	883
comptabilisés au coût amorti	870	883

comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-307	-252
Pertes sur engagements par signature	-8	-114
Autres pertes	-1	-500
Autres produits	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>-60 802</b>	<b>-61 467</b>

**Gains ou pertes nets sur autres actifs**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>-6 202</b>	<b>-546</b>
Plus-values de cession	552	7 615
Moins-values de cession	-6 754	-8 161
Résultat de cession sur participations consolidées	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	1	-
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>-6 201</b>	<b>-546</b>

**Impôts****Charge d'impôt**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant	-60 257	-60 570
Charge d'impôt différé	5 054	10 406
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>-55 203</b>	<b>-50 164</b>

**Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté****Au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	350 912	25,83 %	-90 641
Effet des différences permanentes		2,18 %	-7 646
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00 %	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,01 %	-41
Effet de l'imposition à taux réduit		-4,26 %	14 955
Changement de taux		-0,01 %	25
Effet des autres éléments		-0,72 %	2 524
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>15,73 %</b>	<b>-55 203</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024. Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à (10 074) milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**Au 31 décembre 2023**

(En milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	334 647	25,83 %	-86 439
Effet des différences permanentes		1,21 %	-4 040
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00 %	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-0,26 %	864
Effet de l'imposition à taux réduit		-2,83 %	9 473
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments		-0,95 %	3 179
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>14,99 %</b>	<b>-50 164</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023. Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à (7 377) milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres**



Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-
Écart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>550</b>	<b>1 389</b>
Écart de réévaluation de la période	567	1 183
Transferts en résultat	-48	193
Autres variations	31	13
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	-	-
Écart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-1 197</b>	<b>4 851</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-142</b>	<b>-359</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-789</b>	<b>5 881</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	542	-3 208
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>	-	-
Écart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclable</b>	<b>320 508</b>	<b>267 134</b>
Écart de réévaluation de la période	320 719	267 051
Transferts en réserves	-211	83
Autres variations	-	-
<b>Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables</b>	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-173</b>	<b>-548</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-9 942</b>	<b>-7 105</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>26</b>	<b>82</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>310 961</b>	<b>256 355</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>310 172</b>	<b>262 236</b>
Dont part du Groupe	310 172	262 236
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

## INFORMATIONS SECTORIELLES

### Définition des secteurs opérationnels

Le montant des opérations réalisées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à l'étranger ne nécessite pas l'établissement d'une analyse par zone géographique.

## NOTES RELATIVES AU BILAN

### Caisse, banques centrales

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	119 552	-	105 747	-
Banques centrales	20 549	-	23 456	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>140 101</b>	-	<b>129 203</b>	-

**Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat****Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	33 378	32 308
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 539 065	999 794
Instruments de capitaux propres	351 482	332 279
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 187 583	667 515
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 572 443</b>	<b>1 572 443</b>
Dont Titres prêtés	-	-

**Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	32 331	29 067
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>32 331</b>	<b>29 067</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

**Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

Néant.

**Instruments dérivés de couverture**

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	66 735	999	-171	54 242	794	-516
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 622 721	1 202 914	-16 259	3 224 768	887 511	-21 363
<b>Total</b>	<b>3 689 456</b>	<b>1 203 913</b>	<b>-16 430</b>	<b>3 279 010</b>	<b>888 305</b>	<b>-21 879</b>

**Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes

Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	66 735	999	-171	54 242	794	-516
Total des titres de dettes	<b>66 735</b>	<b>999</b>	<b>-171</b>	<b>54 242</b>	<b>794</b>	<b>-516</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	<b>66 735</b>	<b>999</b>	<b>-171</b>	<b>54 242</b>	<b>794</b>	<b>-516</b>
Impôts sur les bénéfices		-211			-69	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		<b>788</b>	<b>-171</b>		<b>725</b>	<b>-516</b>

**Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables**
**Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	18 174	-	-	17 268	-	-
Titres de participation non consolidés	3 604 547	1 202 914	-16 259	3 207 500	887 511	-21 363
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	<b>3 622 721</b>	<b>1 202 914</b>	<b>-16 259</b>	<b>3 224 768</b>	<b>887 511</b>	<b>-21 363</b>

Impôts sur les bénéfices	-	-36 837	-	-	-27 035	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)	-	1 166 077	-16 259	-	860 476	-21 363

**Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	360	211	-	166	-	-83
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	<b>360</b>	<b>211</b>	-	<b>166</b>		<b>-83</b>
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		<b>211</b>	-		-	<b>-83</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Au cours de l'exercice, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a procédé à la cession du titre C2MS.

**Actifs financiers au coût amorti**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------

Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 634 598	4 204 632
Prêts et créances sur la clientèle	29 338 155	29 510 285
Titres de dettes	1 524 763	1 369 296
Valeur au bilan	<b>34 497 516</b>	<b>35 084 213</b>

**Prêts et créances sur les établissements de crédit**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Établissements de crédit		
Comptes et prêts	111 728	108 095
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	102 491	107 091
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	390	390
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	<b>112 118</b>	<b>108 485</b>
Dépréciations	-	-
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	<b>112 118</b>	<b>108 485</b>
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	454 127	1 498 187
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	3 068 353	2 597 960
Prêts subordonnés	-	-
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	<b>3 522 480</b>	<b>4 096 147</b>
Valeur au bilan	<b>3 634 598</b>	<b>4 204 632</b>

**Prêts et créances sur la clientèle**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------

Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	8 566	18 995
Autres concours à la clientèle	29 578 329	29 617 532
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livré	-	-
Prêts subordonnés	897	897
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	98 916	146 737
Comptes ordinaires débiteurs	199 414	231 685
<b>Valeur brute</b>	<b>29 886 122</b>	<b>30 015 846</b>
Dépréciations	-547 967	-505 561
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>29 338 155</b>	<b>29 510 285</b>
Location-financement Immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>29 338 155</b>	<b>29 510 285</b>

Titres de dettes

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	780 510	721 825
Obligations et autres titres à revenu fixe	744 997	648 017
<b>Total</b>	<b>1 525 507</b>	<b>1 369 842</b>
Dépréciations	-744	-546
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 524 763</b>	<b>1 369 296</b>

Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité			Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés	Passifs associés	Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée	Valeur comptable des passifs associés

	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Valeur comptable "dont titrisations (non déconsolidantes)"	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur (1)	initiaux avant leur transfert	(implication continue)	
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	111 471	111 471	-	-	110 201	99 436	99 436	-	-	99 981	10 220	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	111 471	111 471	-	-	110 201	99 436	99 436	-	-	99 981	10 220	-	-	-
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>111 471</b>	<b>111 471</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>110 201</b>	<b>99 436</b>	<b>99 436</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>99 981</b>	<b>10 220</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Opérations de location financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>111 471</b>	<b>111 471</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>110 201</b>	<b>99 436</b>	<b>99 436</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>99 981</b>	<b>10 220</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D(d)).

**Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023**

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Valeur comptable "dont titrisations (non déconsolidantes)"	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur (1)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	214 279	82 566	131 713	-	206 670	200 032	73 648	126 384	-	202 163	4 507	-	-	-
Titres de dettes	131 713	-	131 713	-	128 606	126 384	-	126 384	-	127 488	1 118	-	-	-
Prêts et créances	82 566	82 566	-	-	78 064	73 648	73 648	-	-	74 675	3 389	-	-	-
Total Actifs financiers	214 279	82 566	131 713	-	206 670	200 032	73 648	126 384	-	202 163	4 507	-	-	-
Opérations de location financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	214 279	82 566	131 713	-	206 670	200 032	73 648	126 384	-	202 163	4 507	-	-	-

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024



Au titre de l'exercice 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Au titre de l'exercice 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Passifs financiers au coût amorti

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	20 734 905	21 016 440
Dettes envers la clientèle	11 787 808	11 596 480
Dettes représentées par un titre	104 218	78 940
Valeur au bilan	32 626 931	32 691 860

Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	41 476	29 839
dont comptes ordinaires créditeurs	4 033	27 281
dont comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	126 383
Total	41 476	156 222
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	20 693 429	20 860 218
Total	20 693 429	20 860 218
Valeur au bilan	20 734 905	21 016 440

Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	9 070 718	9 536 094
Comptes d'épargne à régime spécial	120 711	127 859
Autres dettes envers la clientèle	2 596 379	1 932 527
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	11 787 808	11 596 480

Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	4 392	4 532
Emprunts obligataires	99 826	74 408
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	104 218	78 940

Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2023 Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
(En milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers	Montants des autres instruments

				relevant de convention- cadre de compensation	financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	185 069	-	185 069	96 226	55 780	33 063
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	185 069	-	185 069	96 226	55 780	33 063

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 52 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers	31/12/2024 Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
(En milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions Montants bruts des passifs financiers relevant de convention- cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)	274 928	-	274 928	66 236	173 030	35 662
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	274 928	-	274 928	66 236	173 030	35 662

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 24,09 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

### Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2024 Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
(En milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions Montants bruts des passifs financiers relevant de convention- cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)	130 641	-	130 641	96 226	-	34 415
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-

Total des actifs financiers soumis à compensation	130 641	-	130 641	96 226	-	34 415
---	---------	---	---------	--------	---	--------

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 73,66 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

Nature des instruments financiers	31/12/2023 Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
(En milliers d'euros)	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés (1)	94 860	-	94 860	66 236	-	28 624
Prises en pension de titres	126 383	-	126 383	-	125 696	687
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	221 243	-	221 243	66 236	125 696	29 311

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 69,83 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 99,46 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêt.

#### Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	912	21 902
Impôts différés	73 546	81 345
Total Actifs d'impôts courants et différés	74 458	103 247
Impôts courants	1 132	1 745
Impôts différés	81	203
Total Passifs d'impôts courants et différés	1 213	1 948

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	118 803	-	116 714	-
Charges à payer non déductibles	1 746	-	1 611	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	63 351	-	59 998	-
Autres différences temporaires	53 671	6 392	55 070	5 149
Impôts différés sur réserves latentes	-38 259	-	-28 185	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-38 622	49 566	-29 100	30 099
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	363	1 574	915	1 996

Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	-6 998	81	-7 184	203
Total Impôts différés	73 546	81	81 345	203

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

#### Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a pas de position fiscale incertaine et respecte les préconisations du Comité fiscal.

#### Comptes de régularisation actif, passif et divers

##### Comptes de régularisation et actifs divers

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	226 852	201 950
Comptes de stocks et emplois divers	406	743
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	223 517	201 112
Comptes de règlements	2 929	95
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	172 245	233 440
Comptes d'encaissement et de transfert	45 698	93 288
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	89	115
Produits à recevoir	114 201	129 403
Charges constatées d'avance	9 321	8 736
Autres comptes de régularisation	2 936	1 898
Valeur au bilan	399 097	435 390

(1) Dont 7 393 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 7 289 milliers d'euros au 31 décembre 2023

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 millier d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 174 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (annexe 4.8 « Charges générales d'exploitation »).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 7 393 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 7 289 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

##### Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)	456 610	547 833

Comptes de règlements	19	-
Créditeurs divers	273 036	372 582
Versements restant à effectuer sur titres	167 498	160 941
Dettes locatives	16 057	14 310
Autres	-	-
Comptes de régularisation	321 027	322 302
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	53 536	32 157
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	15	4
Produits constatés d'avance	170 724	158 576
Charges à payer	92 332	126 293
Autres comptes de régularisation	4 420	5 272
Valeur au bilan	777 637	870 135

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.  
(2) Les montants sont indiqués en net.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Néant.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	668 210	98 184	61 192	-35 222	-	-	792 364
Amortissements et dépréciations	-222 187	-9 115	-15 958	18 089	-	-	-229 171
Valeur au bilan (1)	446 023	89 069	45 234	-17 133	-	-	563 193

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	625 734	-	54 584	-12 108	-	-	668 210
Amortissements et dépréciations	-215 806	-	-14 341	7 960	-	-	-222 187
Valeur au bilan (1)	409 928	-	40 243	-4 148	-	-	446 023

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie «à dire d'expert», s'élève à 926 882 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 830 439 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(En milliers d'euros)		31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	--	------------	------------

Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	926 882	830 439
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	-	-
Valeur de marché des immeubles de placement		937 095	830 439

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

### Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	580 423	-	26 605	-62 910	-	-77	544 041
Amortissements et dépréciations	-302 065	-	-31 290	54 660	-	-	-278 695
Valeur au bilan	278 358	-	-4 685	-8 250	-	-77	265 346
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	17 565	-	299	-2 155	-	-	15 709
Amortissements et dépréciations	-4 151	-	-481	2 155	-	-	-2 477
Valeur au bilan	13 414	-	-182	-	-	-	13 232

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	572 259	-	60 778	-45 013	-	-7 601	580 423
Amortissements et dépréciations	-313 205	-	-27 750	38 890	-	-	-302 065
Valeur au bilan	259 054	-	33 028	-6 123	-	-7 601	278 358
Valeur brute	9 919	-	824	-87	-	6 909	17 565
Amortissements et dépréciations	-3 817	-	-419	85	-	-	-4 151
Valeur au bilan	6 102	-	405	-2	-	6 909	13 414

### Écarts d'acquisition

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est a constaté un écart d'acquisition négatif directement en résultat de 3 764 milliers d'euros au titre de l'acquisition des titres de participation de la SCI LYON SALTA.

### Provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	10 554	-	-	-	-2 603	-	-	7 951
Risques d'exécution des engagements par signature	37 337	-	71 512	-	-72 352	-	3	36 500
Risques opérationnels	7 166	-	509	-779	-5 272	-	-	1 624
Engagements sociaux	4 165	-	289	-	-774	-	-171	3 509

(retraites) et assimilés								
Litiges divers	1 690	-	435	-126	-559	-	-14	1 426
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	6 088	-	3 460	-2 040	-612	-	-	6 896
<b>TOTAL</b>	<b>67 000</b>	<b>-</b>	<b>76 205</b>	<b>-2 945</b>	<b>-82 172</b>	<b>-</b>	<b>-182</b>	<b>57 906</b>

(1) Dont 214 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 716 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement	20 212	-	-	-	-9 658	-	-	10 554
Risques d'exécution des engagements par signature	36 151	-	86 168	-	-84 982	-	-	37 337
Risques opérationnels	8 521	-	12 052	-121	-13 286	-	-	7 166
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 747	-	857	-	-1 606	-	3 167	4 165
Litiges divers	1 630	-	1 265	-1 062	-143	-	-	1 690
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	1 660	-	6 749	-1 823	-499	1	-	6 088
<b>TOTAL</b>	<b>69 921</b>	<b>-</b>	<b>107 091</b>	<b>-3 006</b>	<b>-110 174</b>	<b>1</b>	<b>3 167</b>	<b>67 000</b>

(1) Dont 741 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 701 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

#### Provision épargne-logement :

##### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Ancienneté de moins de 4 ans	776 613	790 687
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 462 399	1 636 127
Ancienneté de plus de 10 ans	1 799 527	1 858 295
Total plans d'épargne-logement	4 038 539	4 285 109
Total comptes épargne-logement	535 184	525 219
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	4 573 723	4 810 328

Les encours de collecte, hors prime de l'État, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024 et à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023.

##### Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	18 683	9 705
Comptes épargne-logement	20 544	20 495
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	39 227	30 200

#### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	909	3 274
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 208	2 414
Ancienneté de plus de 10 ans	4 569	4 633
Total plans d'épargne-logement	7 686	10 321
Total comptes épargne-logement	265	233
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	7 951	10 554

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 7951 milliers d'euros.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2,5 %, 2 %, 1,5 % et 1 % : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0,1 % du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6,47 % pour la Caisse régionale. Une hausse de 0,1 % du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 17,39 % pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 41 % du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

L'organisation financière du Groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

#### Dettes subordonnées

Néant.

#### Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

La Directive et le Règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Directive CRD/Règlement CRR[1]) et leurs modalités d'application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.



Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD[2])

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l'outil de renflouement interne ("Bail-In") par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l'entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées,

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a pas d'encours de dettes subordonnées et n'a procédé à aucune émission sur l'exercice 2024.

[1] Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que modifiée et amendée notamment par la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) du 26 juin 2013 n.575/2013 tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019.  
[2] Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.

Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2024

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

À la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% du capital	% des droits de vote
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Dont part du Public	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Dont part Sacam Mutualisation	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Dont part autodétenue	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	3 191 415	-	-	3 191 415	25,0 %	0,0 %
Dont part du Public	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Dont part Sacam Mutualisation	3 191 415	-	-	3 191 415	25,0 %	0,0 %
Parts sociales	9 572 157	-	-	9 572 157	75,0 %	0,0 %

Dont 127 Caisses locales	9 572 142	-	-	9 572 142	75,0 %	0,0 %
Dont 14 administrateurs de la Caisse régionale	14	-	-	14	0,0 %	0,0 %
Dont Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Dont Sacam Mutualisation	1	-	-	1	0,0 %	0,0 %
Dont Autres	-	-	-	-	0,0 %	0,0 %
Total	12 763 572	-	-	12 763 572	100,0 %	0,0 %

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant total du capital est de 191 454 milliers d'euros.

#### Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'Assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'Administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 25/03/2025, de fixer un taux d'intérêt des parts sociales de 4,75 % et le paiement d'un dividende aux porteurs de certificats coopératifs d'associés à 6,50 euros par titre (arrondi supérieur), sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

#### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 32 509 milliers d'euros en 2024 contre 29 935 milliers d'euros en 2023 dont :

- Dividendes versés par le Crédit Agricole Centre-est à SACAM Mutualisation : 19 258 milliers d'euros,

- Dividendes versés par les Caisses locales à leurs sociétaires : 13 221 milliers d'euros.

#### Affectations du résultat et fixation du dividende 2024

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'Administration à l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est du 25 mars 2025.

#### Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'euros)	31/12/2024					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Caisse, banques centrales	140 101	-	-	-	-	140 101
Actifs financiers	2 126	8 155	4 380	25 315	1 532 467	1 572 443

à la juste valeur par résultat						
Instruments dérivés de couverture	-	9 509	57 434	85 063	-	152 006
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	503	8 675	41 330	16 227	3 622 721	3 689 456
Actifs financiers au coût amorti	2 086 847	2 841 227	12 717 326	16 805 540	46 576	34 497 516
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-63 533					-63 533
Total Actifs financiers par échéance	2 166 044	2 867 566	12 820 470	16 932 145	5 201 764	39 987 989
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	714	3 856	4 402	23 359	-	32 331
Instruments dérivés de couverture	-	883	9 332	89 442	-	99 657
Passifs financiers au coût amorti	11 597 409	4 301 760	10 107 251	6 618 669	1 842	32 626 931
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-16 393					-16 393

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	129 203	-	-	-	-	129 203
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	918	1 919	14 095	23 202	991 968	1 032 102
Instruments dérivés de couverture	945	2 877	106 777	132 687	-	243 286
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	298	2 950	45 750	5 244	3 224 768	3 279 010
Actifs financiers au coût amorti	3 161 868	2 386 281	12 626 604	16 820 191	89 269	35 084 213
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-169 266					-169 266
Total Actifs financiers par échéance	3 123 966	2 394 027	12 793 226	16 981 324	4 306 005	39 598 548
Banques	-	-	-	-	-	-

centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	403	1 810	7 868	18 986	-	29 067
Instruments dérivés de couverture	-	4	1 564	64 668	-	66 236
Passifs financiers au coût amorti	12 650 336	4 201 000	10 023 781	5 814 907	1 836	32 691 860
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-21 904					-21 904
Total Passifs financiers par échéance	12 628 835	4 202 814	10 033 213	5 898 561	1 836	32 765 259

## AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS

### Détail des charges de personnel

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	-135 158	-130 532
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-15 688	-16 558
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-3 857	-177
Autres charges sociales	-46 481	-43 061
Intéressement et participation	-26 715	-24 698
Impôts et taxes sur rémunération	-27 827	-25 681
Total Charges de personnel	-255 726	-240 707

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 797 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 823 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Dont médailles du travail pour 162 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 168 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

### Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	2 833	2 778
Etranger		
Total	2 833	2 778

### Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

### Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023	
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Zone euro	
Dette actuarielle au 31/12/N-1	50 459	-	50 459	46 788	
Écart de change	-	-	-	-	
Coût des services rendus sur l'exercice	3 824	-	3 824	3 442	
Coût financier	1 611	-	1 611	1 831	
Cotisations employés	-	-	-	-	
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-1 087	
Variations de périmètre	65	-	65	-43	
Prestations versées (obligatoire)	-3 697	-	-3 697	-3 006	
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-	
Gains/(pertes) actuariels – liés aux hypothèses démographiques	541	-	541	542	
Gains/(pertes) actuariels – liés aux hypothèses financières	-1 121	-	-1 121	1 992	
Dette actuarielle à la clôture	51 682	-	51 682	50 459	

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience. Détail de la charge comptabilisée au résultat.

#### Détail de la charge comptabilisée au résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	3 824	-	3 824	2 355
Charge/produit d'intérêt net	-490	-	-490	-1 112
Impact en compte de résultat à la clôture	3 334	-	3 334	1 243

#### Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux	3 037	-	3 037	-172

propres non recyclables à l'ouverture				
Écart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	38	-	38	675
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	541	-	541	542
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-1 121	-	-1 121	1 992
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	2 495	-	2 495	3 037

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

#### Variation de juste valeur des actifs

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	54 488	-	54 488	54 227
Écart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	1 675	-	1 675	2 055
Gains/(pertes) actuariels	-38	-	-38	-675
Cotisations payées par l'employeur	3 529	-	3 529	1 929
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	65	-	65	-43
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-3 697	-	-3 697	-3 005
Juste valeur des actifs à la clôture	56 022	-	56 022	54 488

#### Position nette

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	51 682	-	51 682	50 459
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-

Juste valeur des actifs fin de période	-56 022	-	-56 022	-54 488
Position nette (passif)/actif à la clôture	4 340	-	4 340	3 603

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

(En milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions (1)	18,04 %	10 109	-	0,00 %	-	-	18,04 %	10 109	-
Obligations	72,00 %	40 335	-	0,00 %	-	-	72,00 %	40 335	-
Immobilier	9,96 %	5 578		0,00 %	-		9,96 %	5 578	
Autres actifs	0,00 %	-		0,00 %	-		0,00 %	-	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,78 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 63,5 %.

Autres avantages sociaux

Rémunération variable collective

La participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est relève de l'accord de droit commun dont la finalité est de permettre aux salariés de percevoir une quote-part des bénéfices de l'entreprise.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a mis en place un accord facultatif d'intéressement associant financièrement les salariés au développement de l'entreprise. Il est indexé sur le résultat comptable de l'exercice.

Un Plan d'Épargne Entreprise (PEE) permet aux salariés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est de constituer un portefeuille d'épargne, investie en valeurs mobilières ou monétaires.

Les sommes investies sont bloquées pendant 5 années mais sont en contrepartie exonérées d'impôt sur le revenu.

Engagements en matière de médailles

Les primes exceptionnelles versées à l'occasion de remises de médailles d'honneur agricole décernées aux salariés atteignant une ancienneté de 20, 30, 35 ou 40 ans, sont provisionnées en fonction de l'ancienneté acquise par chaque salarié à la clôture de l'exercice.

Les provisions constituées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 715 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

CONTRATS DE LOCATION

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en		

propre	245 957	254 111
Droits d'utilisation des contrats de location	19 389	24 247
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	265 346	278 358

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

#### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est preneur de nombreux actifs dont essentiellement des biens immobiliers (bureaux et agences).

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est preneur sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier							
Valeur brute	52 867	-	10 130	-9 248	-	-2 112	51 637
Amortissements et dépréciations	-28 620	-	-6 569	2 941	-	-	-32 248
<b>Total Immobilier</b>	<b>24 247</b>	<b>-</b>	<b>3 561</b>	<b>-6 307</b>	<b>-</b>	<b>-2 112</b>	<b>19 389</b>
Mobilier :							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>24 247</b>	<b>-</b>	<b>3 561</b>	<b>-6 307</b>	<b>-</b>	<b>-2 112</b>	<b>19 389</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilier							
Valeur brute	63 877	-	5 563	-16 573	-	-	52 867
Amortissements et dépréciations	-26 332	-	-7 570	5 282	-	-	-28 620
<b>Total Immobilier</b>	<b>37 545</b>	<b>-</b>	<b>-2 007</b>	<b>-11 291</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24 247</b>
Mobilier							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>37 545</b>	<b>-</b>	<b>-2 007</b>	<b>-11 291</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24 247</b>

#### Échéancier des dettes locatives

	31/12/2024			
(En milliers d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
<b>Dettes locatives</b>	<b>4 500</b>	<b>8 181</b>	<b>3 376</b>	<b>16 057</b>

	31/12/2023			
(En milliers d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
<b>Dettes locatives</b>	<b>4 201</b>	<b>8 170</b>	<b>1 939</b>	<b>14 310</b>

#### Détail des charges et produits de contrats de location

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------



Charges d'intérêts sur dettes locatives	-374	-224
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-374</b>	<b>-</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	-73	-
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-3 275	-4 904
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	10	132
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-3 338</b>	<b>-</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-6 569	-7 261
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-6 569</b>	<b>-</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-10 281</b>	<b>-12 257</b>

#### Montants des flux de trésorerie de la période

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>-10 268</b>	<b>-12 370</b>

#### Contrats de location dont le Groupe est bailleur

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

#### Produits de contrats de location

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Location-financement	-	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
<b>Location simple</b>	<b>58 986</b>	<b>53 772</b>
Produits locatifs (1)	58 986	53 772

(1) Dont 41 969 milliers d’euros issus de la catégorie des immeubles de placement de la filiale Compagnie Foncière Lyonnaise

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

Engagements donnés et reçus

(En milliers d’euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	3 269 661	3 711 512
Engagements de financement	2 420 973	2 729 397
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	2 420 973	2 729 397
Engagements de garantie	848 688	982 115
Engagements d’ordre des établissements de crédit	36 702	65 725
Engagements d’ordre de la clientèle	811 986	916 390
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	12 608 058	12 594 263
Engagements de financement	41 575	22 280
Engagements reçus des établissements de crédit	41 575	22 280
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	12 566 483	12 571 983
Engagements reçus des établissements de crédit	772 096	702 365
Engagements reçus de la clientèle	11 794 387	11 869 618
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l’État » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale. En conséquence, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ne postera plus 555 millions d’euros de créances entreprises auprès de la Banque de France.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(En milliers d’euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH...)	11 349 946	12 210 155

Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	126 383
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>11 349 946</b>	<b>12 336 538</b>
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	-	-
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Les dépôts de garantie correspondent aux versements à nos contreparties de collatéral sur les produits dérivés, conformément à la réglementation EMIR.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre- est n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

#### Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre- est a apporté 11 349 946 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 12 210 155 milliers d'euros en 2023.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a apporté :

-1 975 336 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 230 546 milliers d'euros en 2023 ;

-442 904 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement del'Habitat), contre 475 008 milliers d'euros en 2023 ;

-8 931 706 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 8 504 601 milliers d'euros en 2023.

#### Garanties détenues et actifs reçus en garantie

Au cours de la période, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre- est n'a pas obtenu d'actif par prise de possession de garantie et n'en détient pas à la date de clôture.

#### RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

**Principes retenus par le Groupe Crédit Agricole**

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

**Reclassements effectués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas opéré en 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

**JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

1. des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
2. des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
3. des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
4. des actifs ou passifs exigibles à vue ;
5. des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

**Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti**

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5

« Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

1. Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères : Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
2. Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

À ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

1. Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

2. Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
3. L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

#### Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>32 972 753</b>	<b>32 232 847</b>	-	<b>3 648 838</b>	<b>28 584 009</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 634 598	3 636 767	-	3 631 763	5 004
Prêts et créances sur la clientèle	29 338 155	28 596 080	-	17 075	28 579 005
<b>Titres de dettes</b>	<b>1 524 763</b>	<b>1 461 353</b>	<b>1 443 235</b>	-	<b>18 118</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste Valeur est indiquée</b>	<b>34 497 516</b>	<b>33 694 200</b>	<b>1 443 235</b>	<b>3 648 838</b>	<b>28 602 127</b>

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>33 714 917</b>	<b>32 193 101</b>	-	<b>4 275 449</b>	<b>27 917 652</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 204 632	4 204 405	-	4 204 405	-
Prêts et créances sur la clientèle	29 510 285	27 988 696	-	71 044	27 917 652

<b>Titres de dettes</b>	<b>1 369 296</b>	<b>1 320 953</b>	<b>1 304 563</b>	<b>-</b>	<b>16 390</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur</b>	<b>35 084 213</b>	<b>33 514 054</b>	<b>1 304 563</b>	<b>4 275 449</b>	<b>27 934 042</b>

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à (64) millions d'euros au 31 décembre 2024 contre (169) millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de (868) millions d'euros au 31 décembre 2024.

#### Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>20 734 905</b>	<b>20 734 844</b>	<b>-</b>	<b>20 734 844</b>	<b>-</b>
Dettes envers la clientèle	11 787 808	11 787 808	--	11 667 097	120 711
Dettes représentées par un titre	104 218	104 373	99 981	4 392	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste Valeur est indiquée</b>	<b>32 626 931</b>	<b>32 627 025</b>	<b>99 981</b>	<b>32 406 333</b>	<b>120 711</b>

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>21 016 440</b>	<b>21 016 440</b>	<b>-</b>	<b>21 016 440</b>	<b>-</b>
Dettes envers la clientèle	11 596 480	11 596 480	-	11 468 621	127 859
Dettes représentées par un titre	78 940	79 207	74 675	4 532	-
Dettes subordonnées	-	177	-	177	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur</b>	<b>32 691 860</b>	<b>32 692 304</b>	<b>74 675</b>	<b>32 489 770</b>	<b>127 859</b>

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à (16) millions d'euros au 31 décembre 2024 contre (22) millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de (16) millions d'euros au 31 décembre 2024.

#### Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>33 378</b>	<b>-</b>	<b>33 378</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	33 378	-	33 378	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>1 539 065</b>	<b>804 839</b>	<b>20 156</b>	<b>714 070</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>351 482</b>	<b>16 658</b>	<b>14</b>	<b>334 810</b>
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>1 187 583</b>	<b>788 181</b>	<b>20 142</b>	<b>379 260</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	1 187 583	788 181	20 142	379 260
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-

sur option				
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	
Créances sur la clientèle	-	-	-	
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>3 689 456</b>	<b>66 735</b>	<b>3 563 036</b>	<b>59 685</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	3 622 721	-	3 563 036	59 685
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	66 735	66 735	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>152 006</b>	<b>-</b>	<b>152 006</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>5 413 905</b>	<b>871 574</b>	<b>3 768 576</b>	<b>773 755</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(1) Le montant des OPC s'élève à 1 122 385 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 1, 2 et 3.

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>32 308</b>	<b>-</b>	<b>32 308</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	32 308	-	32 308	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>999 794</b>	<b>297 623</b>	<b>12 247</b>	<b>689 924</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>332 279</b>	<b>9 770</b>	<b>16</b>	<b>322 493</b>



<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>667 515</b>	<b>287 853</b>	<b>12 231</b>	<b>367 431</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	667 515	287 853	12 231	367 431
Autres instruments de dettes à la juste valeur	-	-	-	-
par résultat par nature	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>3 279 010</b>	<b>54 242</b>	<b>3 173 858</b>	<b>50 910</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	3 224 768	-	3 173 858	50 910
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	54 242	54 242	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>243 286</b>	<b>-</b>	<b>243 286</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>4 554 398</b>	<b>351 865</b>	<b>3 461 699</b>	<b>740 834</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		443
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				<b>443</b>

(1) Le montant des OPC s'élève à 603 870 milliers d'euros au 31/12/2023 et classé en niveau 1, 2 et 3.

#### Passifs financiers valorisés à la juste valeur

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>32 331</b>	<b>-</b>	<b>32 331</b>	<b>-</b>
Titres vendus à découvert	-	-	-	-

Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	32 331	-	32 331	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>99 657</b>		<b>99 657</b>	
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>131 988</b>		<b>131 988</b>	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>29 067</b>	-	<b>29 067</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	29 067	-	29 067	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>66 236</b>	-	<b>66 236</b>	-
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>95 303</b>	-	<b>95 303</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-

Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables			-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables			-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux			-	-	-

Changements de modèles de valorisation

En 2024, le Groupe Crédit Agricole Centre-est n’a procédé à aucun changement de modèle de valorisation.

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3 (En milliers d’euros)	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>740 834</b>						
Gains /pertes de la période (1)	11 436						
Comptabilisés en résultat	8 689						
Comptabilisés en capitaux propres	2 747						
Achats de la période	112 751						
Ventes de la période	-67 615						
Emissions de la période	-						
Dénouements de la période	-35						
Reclassements de la période	-						
Variations liées au périmètre de la période	-23 616						
Transferts	-						
Transferts vers niveau 3	-						
Transferts hors niveau 3	-						
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>773 755</b>						

Tableau 2 sur 3 (En milliers d’euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat							
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
		Créances sur les établissements	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements	Créances sur la clientèle
	Actions et autres titres à						Titres de dettes	

	revenu variable et titres de participation non consolidés	de crédit					de crédit		
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>322 493</b>	-	-	<b>367 431</b>					
Gains /pertes de la période (1)	9 330	-	-	-639					
Comptabilisés en résultat	9 328	-	-	-639					
Comptabilisés en capitaux propres	2	-	-	-					
Achats de la période	72 307	-	-	34 054					
Ventes de la période	-45 669	-	-	-21 586					
Emissions de la période	-	-	-	-					
Dénouements de la période	-35	-	-	-					
Reclassements de la période	-	-	-	-					
Variations liées au périmètre de la période	-23 616	-	-	-					
Transferts	-	-	-	-					
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-					
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-					
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>334 810</b>	-	-	<b>379 260</b>					

Tableau 3 sur 3 (En milliers d’euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>50 910</b>		
Gains /pertes de la période (1)	2 745		
Comptabilisés en résultat	-		
Comptabilisés en capitaux propres	2 745		
Achats de la période	6 390		
Ventes de la période	-360		
Emissions de la période	-		
Dénouements de la période	-		
Reclassements de la période	-		
Variations liées au périmètre de la période	-		
Transferts	-		
Transferts vers niveau 3	-		
Transferts hors niveau 3	-		
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>59 685</b>		

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>1 051</b>
Comptabilisés en résultat	-1 694
Comptabilisés en capitaux propres	2 745

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n’a pas de passif financier valorisé à la juste valeur selon le niveau 3, au 31 décembre 2024, comme au 31 décembre 2023.

**Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine**

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'est pas concerné par cette évaluation.

**IMPACTS DES ÉVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS**

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'est pas concerné par des évolutions comptables ou autres événements au 31 décembre 2024.

**PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2024**

**Date de clôture**

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

**Information sur les filiales**

**Restrictions sur les entités contrôlées**

Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'est soumis à aucune restriction.

**Soutiens aux entités structurées contrôlées**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2024 ni au 31 décembre 2023.

**Opérations de titrisation et fonds dédiés**

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du Groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 1 218 millions d'euros aux FCT (dont encore 142 millions dans des FCT non encore démantelés au 31 décembre 2024).

**Co-entreprises et entreprises associées**

**Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées**

Au 31 décembre 2024, la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève à 1 10 111 milliers d'euros (85 679 milliers d'euros au 31 décembre 2023).

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détient des intérêts dans deux entreprises associées et dans aucune co-entreprise.

Les co-entreprises et les entreprises associées significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des principales co-entreprises et entreprises associées qui composent la « valeur de mise en équivalence au bilan ».

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est exerce une influence notable en raison de sa participation dans le capital et de sa présence au sein du Conseil d'Administration.

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux

		e		Groupe		propres (1)
Entreprises associées						
CRÉDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	18,3 %	84 978	-	1 654	2 292	84 978
<b>Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté</b>	25,0 %	25 133	-	-	1 516	25 133
FINAURA						
<b>Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)</b>		<b>110 111</b>		<b>3 808</b>	<b>110 111</b>	

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)
Entreprises associées	18,3 %	85 679	-	1 506	3 311	85 679
CRÉDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA						
<b>Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)</b>		<b>85 679</b>			<b>3 311</b>	<b>85 679</b>

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sont présentées ci-après :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Entreprises associées				

CRÉDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	93 790	12 521	7 190 080	436 936
FINAURA	5 038	3 836	100 639	100 530

(En milliers d’euros)	31/12/2023			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Entreprises associées				
CRÉDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	88 540	17 547	6 404 747	434 462

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle 31/12/2024	% de contrôle 31/12/2023	% d'intérêt 31/12/2024	% d'intérêt 31/12/2023
Etablissements bancaires et financiers								
CAISSES LOCALES CENTRE EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CAISSE RÉGIONALE CENTRE EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CRÉDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	Mise en équivalence		France	EA	18	18	18	18
Activité immobilière CA CENTRE-EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER PRESTIMMO	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
COMPAGNIE FONCIÈRE LYONNAISE (4)	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CRÉDIT AGRICOLE CENTRE-EST IMMOBILIER	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
TERRALUMIA	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
LYON SALTA	Intégration Globale	E3	France	F	100	50	100	50
Activité de prise de participations								
CALIEX	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
INVESTISSEMENT CA	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES CENTRE-EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CA CENTRE-EST ÉNERGIES NOUVELLES	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CA CENTRE-EST CAPITAL INVESTISSEMENT	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
FINAURA	Mise en équivalence	E1	France	EA	25	25	25	25
CAPI CENTRE-EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
Société Technique de Titrisation								
FCT 2AH 2020 COMPARTIMENT CR87B CENTRE EST	Intégration Globale		France	ESC	100	100	100	100
FCT 2AH 2022 COMPARTIMENT CR87B CENTRE EST	Intégration Globale		France	ESC	100	100	100	100
FCT 2AH 2024 COMPARTIMENT CR87B CENTRE EST	Intégration Globale	E2	France	ESC	100	0	100	0

(1)

Intégration globale Mise en équivalence Juste valeur

(2)

Entrée (E) dans le périmètre

E1 : Franchissement de seuil E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle) Sortie (S) de périmètre

S1 : Cessation d’activité (dont dissolution, liquidation) S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine Divers (D)

D1 : Changement de dénomination sociale D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

(3)

F : Filiale

S : Succursale

ESC : Entité structurée contrôlée Co-E : Co-entreprise

OC : Opération en commun EA : Entreprise associée

(4)

La filiale Compagnie Foncière Lyonnaise est un palier de consolidation. Le palier est une sous-consolidation englobant la filiale et les 92 SCI Immobilières détenues à 100 % par le groupe Compagnie Foncière Lyonnaise.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu’il a cédées aux FCT.

PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d’une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s’élève à 3 838 850 milliers d’euros au 31 décembre 2024 contre 3 453 413 milliers d’euros au 31 décembre 2023.

Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d’intérêt	% d’intérêt	Motif d’exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2023	
CRÉDIT AGRICOLE TRANSITIONS RÉGION	France	20,00 %	20,00 %	Entité non significative
CRCA-PV	France	60,00 %	60,00 %	Entité non significative
DELTAGER SA	France	16,66 %	16,66 %	Entité non significative
CRÉDIT AGRICOLE RÉGIONS INVESTISSEMENT	France	27,50 %	27,50 %	Entité non significative
PRESTHOGER	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
CRÉDIT AGRICOLE CRÉATION	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
WIGGINS FRANCE SA	France	99,99 %	99,99 %	Entité non significative
SCI CHAMPFLEURY II	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SOC D’AMÉNAGEMENT DU SITE DES MERCIÈRES	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SCI CHAMPAGNE	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
CRÉDIT AGRICOLE CAPITAL PME	France	30,15 %	30,15 %	Entité non significative
CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCE RÉGION	France	20,00 %	20,00 %	Entité non significative
CAMPUS CACE II	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative



SNC MYRTE	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
MDB 80JM	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SAS ZEV BY CA	France	20,00 %	20,00 %	Entité non significative
NEPTUNE	France	24,50 %	24,50 %	Entité non significative
CRÉDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	France	26,00 %	26,00 %	Entité non significative
SCI 221 PRESENCE	France	50,00 %	50,00 %	Entité non significative
VENUS	France	24,00 %	24,00 %	Entité non significative
DUQUESNE	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
ENOVA	France	40,00 %	40,00 %	Entité non significative
SCI 7 RUE BONNET	France	62,50 %	62,50 %	Entité non significative

Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n’entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d’intérêt	% d’intérêt	Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (2)
		31/12/2024	31/12/2023		
OPCI GHD SPICAV	France	10,00 %	10,00 %	82 771	11 641
PROFESSIONNELLE					
SCI HOLDING	France	21,93 %	21,93 %	-2 793	-3 506
STRATEGE					
SCI LYON I	France	16,88 %	16,88 %	128 146	-6 181
SCI LYON II	France	16,88 %	16,88 %	113 898	-6 586

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat de l’exercice du 31/12/2023.

Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l’entité ; c’est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d’accords contractuels.

Informations sur la nature et l’étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d’activité :

Fonds de placement

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de la trésorerie, d’une part, et dans le cadre du placement des primes d’assurance reçues des clients des sociétés d’assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d’autre part. Les placements des sociétés d’assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d’assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d’activités

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l’implication de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l’ensemble des familles d’entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans les tableaux ci-dessous :

31/12/2024							
(En milliers d’euros)	Titrisation		Gestion d’actifs		Fonds de placement (1)		Financement structuré (1)
		Perte maximale		Perte maximale		Perte maximale	Perte maximale

	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat									761 343	761 343	-	761 343				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Actifs financiers au coût amorti																
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées									761 343	761 343	-	761 343				
Instruments de capitaux propres																
Passifs financiers à la juste valeur par résultat																
Dettes																
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Engagements donnés																
Engagements de financement																
Engagements de garantie																
Autres																
Provisions pour risque d'exécution -																
Engagements par signature																
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Total Bilan des entités structurées non consolidées	18 756 461															

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

31/12/2023														
(En milliers d'euros)	Titrisation			Gestion d'actifs			Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale		Exposition nette	Valeur au bilan	Perte maximale		Exposition nette
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat							273 764	273 764		273 764				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres														
Actifs financiers au coût amorti														

Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées								273 764	273 764		273 764				
Instruments de capitaux propres															
Passifs financiers à la juste valeur par résultat															
Dettes															
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées															
Engagements donnés															
Engagements de financement															
Engagements de garantie															
Autres															
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature															
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées															
Total Bilan des entités structurées non consolidées	14 650 083														

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l’entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1

« Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s’agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n’est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L’exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l’exception des dérivés de vente d’option et de CDS (credit default swap) pour lesquels l’exposition correspond à l’actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L’exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est

1 Rue Pierre de Truchis de Lays 69410 Champagne-au-Mont-d’Or

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l’Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2024

Il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Du fait de son activité, votre Caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation/provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 337,4 millions d'euros.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macroéconomique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en oeuvre par votre Caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li><li>- mis en oeuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li></ul>

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre Caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade</p>	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du Groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues.</li></ul> <p>Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</p>

<p>significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au niveau de votre Caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2024, un montant de 61,6 millions d'euros au titre des pertes de crédit attendues sur 12 mois (Stage 1) et de 149 millions d'euros au titre des pertes de crédit attendues à maturité (Stage 2) comme détaillé dans la note 3.1.1 del'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'importance des hypothèses prises ;</li><li>- l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li><li>- le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») ;</li><li>- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li><li>- la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeur ;</li><li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;</li><li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li><li>- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;</li><li>- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.</li></ul>
---	---

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Autres vérifications des informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est par l'Assemblée générale du 17 mars 2004 pour le cabinet KPMG S.A. et du 26 mars 2013 pour le cabinet FORVIS MAZARS SAS.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG SA était dans la 21e année de sa mission sans interruption et le cabinet FORVIS MAZARS SA dans la 12e année, sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives

lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

-il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

-il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

-il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

-il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

-il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

-concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Lyon, le 10 mars 2025

KPMG S.A.

FORVISMAZARS

Jean-François DANDE et Rémi VINIT-DUNAND  
Associé Associé

Emmanuel CHARNAVEL  
Associé